

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 167. — 2 NOVEMBRE 1963

GREVES CONTRE LES LICENCIEMENTS EN LORRAINE ET EN BRETAGNE

TRIEUX : Trois semaines de grève de fond contre la fermeture d'un puits de mine de fer

HENNEBONT : Mouvement de protestation pour empêcher l'arrêt total des forges



(Photo A.D.P.)

Tandis que les travailleurs du secteur public passent à l'action pour défendre leur salaire ceux du secteur privé sont menacés de chômage dans des régions très défavorisées.

**“Nous ne pouvons continuer à faire confiance à M. Fouchet”
ont déclaré les associations de parents d'élèves des lycées** (Page 4.)

10.000 Bretons ont marché sur Lorient pour empêcher la fermeture des Forges d'Hennebont (Morbihan). Une fois de plus, le Comité de défense des Forges a organisé une manifestation spectaculaire pour obliger les pouvoirs publics à maintenir une activité nécessaire à l'industrialisation de la Bretagne.

Le régime fort et stable est un régime de désordre.

(Pages 6 et 7).

Guerre à la guerre

Ce n'est pas de la polémique, ce sont des faits. Ce n'est pas le poids d'une tragique mystification toujours intacte. Ça n'existe pas. C'est l'ignorance et l'aberration qui me paraissent tristes.

M. Jean Olivier traite les anciens combattants de 14-18 de chauvins. Allons donc ! Après avoir fait une guerre — des plus meurtrières — ils ont créé la F.I.D.A.C. et aussi la C.I.A.M.A.C. Ils ont toujours lutté en faveur de la paix. Cela n'a pas empêché l'échec de la Conférence du désarmement en 1932. A qui la faute ?

Les Combattants Républicains ont participé au grand rassemblement du Front populaire en 1936. Ils ont entraîné de nombreux jeunes dans leurs rangs. Leur nombre est insuffisant. Pourquoi ? C'est que beaucoup d'entre eux restent indifférents à notre action.

L'Union Française des Anciens Combattants, groupant 54 associations, l'U.N.C. comprise, adhère à la Fédération Mondiale des A.C. Cet organisme est suffisamment connu pour son action en faveur de la paix dans le monde. L'U.F.A.C. a organisé une réunion de protestation contre les expériences nucléaires le 27 avril dernier à la Mutualité, à laquelle assistait l'académicien Jean Rostand, lequel a présenté un rapport sur les dangers que risque l'humanité tout entière.

Par ailleurs dans le « Monde Combattant », la rédaction écrit, sous le titre : Eloge de la F.M.A.C. un article félicitant les A.C. pour leur action en faveur de la paix. Dans ce papier, la F.M.A.C. souligne notre résolution dans laquelle nous demandons, notamment, le désarmement progressif, général et contrôlé, l'arrêt des essais nucléaires et la signature d'un pacte de non-agression entre les pays de l'O.T.A.N. et ceux du pacte de Varsovie.

Voilà les exemples des survivants des grands carnages, nous pourrions en citer d'autres.

Souhaitons qu'ils soient compris et poursuivis par les jeunes générations.

Albert VERRIER, Clamart.

Désaccord total

Cher camarade,

Il y a une semaine, quand j'ai lu l'article à propos de la mort d'Edith Piaf, je voulais vous écrire pour vous dire mon désaccord total avec la forme de cet article. Puis, on a des choses à faire, le travail, etc., le temps a passé c'est cette semaine en voyant la lettre du camarade Alessandri que je me décide à dire également que cet article était à côté de la question.

Vous aurez beau fulminer contre les snobismes, il n'empêche qu'ils existent.

Par ailleurs, Edith Piaf était extrêmement populaire et ses chansons voulaient dire quelque chose. Un journal qui se veut socialiste et qui ne tient pas compte de cela est coupé du peuple ; à mon avis, il n'est donc pas socialiste.

Je suis un admirateur d'Edith dans sa chanson. J'ai assisté à un de ces récitals et j'ai participé à l'enthousiasme que faisait naître sa voix.

Ça ne m'empêche pas de condamner la presse à sensation et tous les moyens pris pour abêtir le public en donnant des informations vraies ou fausses, sur tous les détails de la vie des vedettes. C'est tout.

SECHER Roger, Angers.

Points sensibles

Le vieux d'aujourd'hui c'est toi demain

Nous dénonçons dans notre dernier numéro le scandale de la misère des vieux — ils sont 3.000.000 — obligés de descendre dans la rue pour réclamer 6 F par jour au lieu de 4. Nous disions « le gouvernement s'en fout. Il a sa force de frappe. »

Ajoutons aujourd'hui qu'on a quêté pour les vieux dans toute la France, le dimanche 27 octobre. Des centaines de milliers de braves gens, émus par leur misère, ont donné de leur bel argent de pauvre. Les vieux en toucheront bien un petit peu. Cela calmera un temps leurs crampes l'estomac. Le silence retombera sur leur sort... et le général n'aura rien à rogner sur le budget de sa force de frappe, dites, vous ne croyez pas que si on cessait de donner à ces quêtes et si on se décidait à faire des « grèves pour les vieux » en songeant qu'ils nous donnent l'image de ce que nous serons tous demain...

Y a d'la logique

Les Chinois prétendent que l'accord de Moscou est un piège des impérialistes où les Russes se sont pris. Ceux-ci protestent de leur souci réaliste d'efficacité contre la guerre.

Ils protestent aussi contre le projet de force de frappe multilatérale pour l'O.T.A.N., dont les Etats-Unis poursuivent allégrement la réalisation tandis que de Gaulle — qui n'a pas signé le traité de Moscou mais que des accords militaires étroits lient à l'Allemagne de Bonn qui l'a signé — s'apprête à aider Franco dans le domaine nucléaire. Pendant ce temps, tandis que les partisans français les plus zélés de l'accord de Moscou font signer des pétitions pour que de Gaulle le signe, 1.500 manifestants contre la force de frappe gaulliste descendent dans la rue... à Copenhague.

Dans une interview reproduite par l'Humanité du 28 octobre Khrouchtchev dit que pour imposer le désarmement « les peuples... pourraient... changer de gouvernements... utiliser... les moyens parlementaires et non parlementaires ». Au fait, la pétition est aussi un moyen non parlementaire...

L'Internationale trotskyste et les Soviétiques

Tous ceux qui se rappellent la période où la presse des partis communistes ne mentionnait les Trotskystes que pour les traiter de « vipères lubriques », « Hitlériens » et autres gentillesse seront sans doute étonnés que l'un des plus grands journaux de l'U.R.S.S., « Les Izvestia » leur consacrent, dans un numéro du 13 septembre 1963, un très important article (reproduit avec une réponse dans le journal « l'Internationale » dont le siège est 21, rue d'Aboukir, Paris (2^e)), où les qualificatifs les plus injurieux portés contre eux sont ceux de « renégats », « scissionnistes », « aventuristes » et « opportunistes... de style gauchiste ».

Les millions de lecteurs de l'organe du gouvernement soviétique n'auront pas été moins surpris d'apprendre l'existence d'une « 4^e Internationale » qui « commença à émerger... en liaison avec le glissement des positions du marxisme - léninisme commencé il y a quelques années par les dirigeants chinois ».

En vérité quant on sait les difficultés qu'un Etouchen-

ko rencontre parfois pour faire paraître dans la presse de son pays un simple poème on ne peut guère imaginer qu'un tel article ait pu paraître dans un tel journal sans l'imprimatur de Khrouchtchev.

Pourquoi la direction centrale du P.C.U.S. a-t-elle éprouvé le besoin de faire savoir à l'opinion soviétique que les Trotskystes, tant de fois « liquidés » par Staline, se portent bien, progressent, s'inscrivent activement dans les luttes du mouvement ouvrier et plus particulièrement dans les mouvements de libération nationale des pays coloniaux et dépendants ? Est-ce à cause de leur « sales petits journaux... louant les conceptions réactionnaires des dirigeants chinois ? »

Des panacées

On pouvait lire récemment dans France Nouvelle cette observation de Maurice Thorez : « La démocratie voulue par le peuple aura un contenu social plus prononcé. La sidérurgie, l'industrie chimique, l'industrie atomique, les compagnies de navigation, les banques d'affaires, les assurances seront nationalisées. Ainsi sera limité le pouvoir des monopoles qui créent la vie chère et rançonnent le pays. »

Et l'organe communiste d'ajouter dans un bel élan d'anticipation... un peu nos-



(Photo Tribune.)

talgique : « L'inquiétude ne planera plus sur les coronas du Nord et les cités de l'Est. Les fonctionnaires — qui avaient été nantis au lendemain de la guerre d'un statut démocratique — verront leur profession honorée. La petite exploitation sera protégée et aidée, avec des prix rémunérateurs à la production et les débouchés assurés par de meilleurs salaires chez les ouvriers et les employés. »

Ainsi la « démocratie véritable » et la nationalisation de certains monopoles sont présentées comme des panacées. Cependant la première risque de ne pas faire oublier l'échec de la IV^e République et la seconde, étant donné la crise du secteur public, n'excite pas l'enthousiasme des travailleurs. En tout cas ni l'une ni l'autre n'empêcheront l'évolution technique d'entraîner des reconversions dans les mines et de menacer l'existence de nombreuses petites exploitations agricoles.

Ce qu'il faut, c'est une planification permettant d'éviter que ces transformations ne provoquent le chômage et des souffrances insupportables pour les travailleurs.

Le syndicalisme du M.R.P.

Depuis l'année dernière, le M.R.P. se veut, comme le P.S.U., un parti ouvert aux « forces vives » (comme on dit chez eux), en particulier aux syndicalistes.

Selon Forces Nouvelles, le

M.R.P. comprend un de ces syndicalistes de choc en la personne de M. Jacques Du Bois, qui se présente ainsi : « A Boulogne-Billancourt, je suis conseiller municipal M.R.P. depuis 1959. Sur le plan familial, vice-président de l'Association générale des familles. Egalement secrétaire général adjoint de l'Organisation générale des consommateurs qui, phénomène intéressant, est une création commune de la C.F.T.C., de F.O. et de la C.G.C. »

Mais quelle est l'appartenance syndicale de M. Du Bois ? Il représente au Comité National du Mouvement la C.G.C. Autrement dit la Confédération Générale des Cadres. Etant donné l'orientation de cette centrale, voilà un syndicaliste qui risque de ne pas rallier beaucoup de suffrages au M.R.P., lequel est présentement coincé entre ce qu'il appelle les « deux extrémismes » : le gaullisme et l'opposition de gauche.

Gants spéciaux pour ramasser les cloches

Le bulletin d'information de la préfecture de police nous apprend qu'en 1962 les « services spécialisés... dotés de gants, de combinaisons et de véhicules qui sont désinfectés après chaque opération » ont ramassé 13.384 clochards dont 74 ont été admis à la Maison départementale de Nanterre et 198, malades, ont été hospitalisés. 272 sur 13.384 ça ne fait pas beaucoup. Et les autres ?

Quel est cet archéo... ?

Quel est cet homme qui ne croit pas aux théories nouvelles qui prétendent qu'il n'y a plus de classe ouvrière sous prétexte que 25 % des automobiles et 29 % des postes de télévision sont achetés par des foyers ouvriers ? C'est Félix Lacambre, secrétaire général de l'« Action Catholique Ouvrière Française », parlant au Concile.

« Cela n'empêche pas, dit-il, que l'exploitation des ouvriers reste une réalité et que les chances de nos enfants d'entrer à l'Université soient cent fois moindres que celles des enfants de la bourgeoisie. »

Du doigté, voyons

Le représentant de Kennedy aux Nations unies est contre l'application de mesures punitives à la raciste Afrique du Sud. Il préconise la persuasion. « Ce sont les Sud-Africains eux-mêmes, a-t-il dit, les Blancs comme les Noirs, qui doivent opérer les changements nécessaires ». Evidemment si les Noirs s'arrangeaient pour devenir Blancs ça faciliterait bien la solution du problème.

N'allez surtout pas vous demander pourquoi les Etats-Unis préfèrent la persuasion aux sanctions dans la lutte contre le racisme ? Vous savez bien que le racisme n'existe plus aux Etats-Unis... et que cela s'est fait par la persuasion.

Toujours Youri

Dès son arrivée il a été entouré par des admirateurs et des admiratrices, on lui a demandé des autographes. Des jeunes filles l'ont embrassé, une longue ovation l'a

salué à son entrée dans la grande salle. Partout où il s'est présenté l'accueil a été aussi sympathique et chaleureux. Mais oul, vous l'avez bien deviné, il s'agit de Youri Gagarine.

Une catégorie défavorisée

C'est celle des employés de commerce dans les syndicats C.G.T., F.O., C.F.T.C. avaient lancé une Journée revendicative le 24 octobre. Seuls quelques grands magasins ont été touchés par la grève. Il est vrai que l'action syndicale est très difficile dans ce secteur assez peu concentré où le paternalisme règne en maître.

Beaucoup de maisons de commerce ne connaissent ni syndicats ni comités d'entreprise. La grande majorité des 1.300.000 salariés (dont 70 % de femmes) employés dans cette branche ne sont pas couverts par une convention collective. En province notamment, les salaires sont souvent très bas et ne dépassent guère le S.M.I.G.

Au comble de l'enthousiasme

A propos du voyage de de Gaulle en Iran :

« Le gros de la population dans certains quartiers populaires (d'Ispahan) avait été écarté au profit des écoliers et des écolières. »

« Le Monde », 21 octobre.

Comme cela la télé ne peut, très objectivement que montrer des visages joyeux.

Racisme « honnête »

Fort honorablement les ministres des Affaires étrangères des cinq pays scandinaves ont décliné l'invitation du gouvernement raciste d'Afrique du Sud.

M. Verwoerd, président dudit Etat, n'est évidemment pas satisfait.

Le plus curieux n'est pas qu'il soit furieux. C'est qu'il s'affirme décidé à faire « inégalement tout son possible pour convaincre l'opinion mondiale de l'honnêteté de ses intentions dans le domaine racial. »

Pour un peu on croirait qu'il y croit.

Le billet de Jean Binot

UN DU COMITÉ

ÉVOQUANT ce que les esprits bus osent nommer les scandales de la rentrée, un juriste tendancieux ne craint pas de définir la gaullarchie comme étant le régime du « despotisme inefficace ».

Mais la malice des choses veut que la démonstration à laquelle il se livre trébuche à son terme lorsqu'il écrit : « La force de frappe donne l'exemple de ce que le gouvernement peut faire quand il le veut. »

En somme, ce contemplateur du système insinue par là que si le monarque ordonnait, par exemple, que les menus problèmes de l'éducation nationale fussent traités en priorité, que les crédits Messmer devinssent les crédits Fouchet, alors on verrait... ce qu'on verrait !

Ce qui donne à croire que la démonstration n'a trébuché que par la volonté du démonstrateur. — Serait-il du comité Gustave, ou du comité Théodule, ou du comité Hippolyte ?

L'INTENDANCE

ON sait que le « Grand Chef » a toujours estimé que « l'intendance » était une question secondaire et, que de toute manière, son destin était de suivre.

De ce fait, les questions sociales ne pouvaient se trouver au premier rang de ses préoccupations : à la rigueur on (l'U.N.R.) pouvait toujours promettre, sans tenir, du « Social » ; l'important pour le général c'était, d'Athènes à Téhéran, avec l'aide de sa petite force de frappe, de définir une stratégie à l'échelle de l'univers !

D'ailleurs le peuple se devait d'être heureux, les caisses étaient pleines ! Et le pouvoir, par l'intermédiaire d'un sous-ministre, estimait, il suffisait d'y penser, que si économiquement la France est quelque peu malade, c'est tout simplement parce qu'elles est atteinte du mal de « trop bonne santé ».

De son côté le ministre des Finances prend les paris (dangereux

et triste P.M.U.) à la fois sur son avenir, bien assuré par ailleurs, et sur celui de l'économie, en vantant du mieux qu'il peut son « plan de stabilisation » sorte de petite force de frappe psychologique sans grande efficacité.

Citons aussi les tentations du pouvoir pour essayer d'intégrer les forces syndicales dans son système.

Hélas ! trois fois hélas ! les questions d'intendance reviennent à la surface et comme nous l'avons déjà dit et écrit dans le passé c'est sur le terrain social que l'opposition au régime se manifeste le plus valablement.

Déjà le régime avait dû, sans que cela soit suffisamment exploité, reculer devant la grève des mineurs. Il se trouve maintenant, et ce n'est qu'un premier temps, aux prises avec les travailleurs du secteur public. Il voit apparaître devant lui la condamnation de sa politique.

Oui les salariés s'intéressent à l'intendance.

Oui les salariés exigent une réduction de la durée de travail, la garantie de l'emploi, le droit à l'expression syndicale.

Oui les salariés sont contre la vie chère et pour l'augmentation de leur pouvoir d'achat.

Oui ils désirent des logements, des écoles.

Oui ils participent, avec la place qui leur revient, à la gestion du pays.

Non pas à travers quelques soi-disant réformettes.

Non pas par de vagues promesses.

Non pas par une intégration à la politique du système, mais en luttant pour un changement de régime, seule solution qui nous permettra d'atteindre les buts que nous nous sommes fixés.



LE CANDIDAT SANS ÉTAT CIVIL ET SANS PROGRAMME

LORSQU'UN procureur se sert de la formule bien connue : « Plainte contre X... », il avoue implicitement son embarras : il voit bien le délit, il le constate, il peut le qualifier avec précision, mais il sent qu'il sera effroyablement compliqué de débrouiller l'écheveau des responsabilités et de désigner le ou les coupables.

Voici que ce signe algébrique vient de passer dans la langue politique. Est-ce, dans ce domaine aussi, le signe d'un embarras ?

On serait quelque peu tenté de le croire. Depuis que de Gaulle a annoncé, au cours de sa dernière et peu triomphale tournée en province, qu'il voulait se succéder à lui-même, certains des opposants ont commencé à chercher leur homme : le candidat antigauilliste idéal. Son portrait a été tracé, mais son état civil n'a pas été révélé. C'est bien pourquoi son inventeur (au sens où l'on parle de l'inventeur d'un trésor) s'est contenté, comme notre procureur embarrassé, de l'appeler M. X... Pressé de questions, il a dû s'interroger lui-même et se demander : « Serait-ce Gaston Defferre ? » Mais l'enquête n'a pas progressé après cet auto-interrogatoire.

Et d'où vient donc un tel embarras ? Il nous paraît douteux que le rôle de champion de l'opposition ne séduise pas un nombre relativement élevé d'hommes politiques. Après tout, le régime et celui qui l'incarne n'ont plus le même prestige qu'il y a quelques années. Ils peu-

vent encore continuer à s'user d'ici au jour de l'élection. Alors, n'est-ce pas, on ne sait jamais ce que peut donner la bataille. Et puis, une candidature, même malheureuse, peut constituer une solide option pour l'avenir. La République française n'a jamais ressemblé à la République idéale où l'on est obligé de contraindre des citoyens vertueux à assumer les responsabilités du pouvoir. On ne manque certainement pas de « bonnes volontés ».

Alors, encore une fois, d'où vient cet embarras ? Ne tiendrait-il pas surtout à cette fausse manœuvre, commise une fois de plus, qui consiste à se laisser entraîner sur le terrain choisi par l'adversaire ? De Gaulle a su jouer à son profit de son apparente « dépolitisation ». Il s'est présenté comme l'homme qui était en dehors des partis, étranger à la division politique traditionnelle entre droite et gauche. Il a voulu être une personne apparemment isolée. Vouloir mettre en avant la personne du candidat et nous définir d'abord ce qu'il défendra devant le pays, quel programme il présentera, quelles forces politiques et sociales lui apporteront leur appui, c'est très exactement tomber dans le piège de la « personnalisation » et de la « dépolitisation », et c'est, du même coup, se placer inévitablement en position d'infériorité.

S'il est incontestable que de Gaulle et son régime sont en perte de vitesse, ce n'est point pour des considérations liées à la personne de de Gaulle, mais pour des raisons de

nature politique. M. Maurice Duverger, pourtant fort indulgent en d'autres occasions, pour le gaullisme, vient de dénoncer à propos de la crise de l'enseignement supérieur ce « despotisme inefficace ». La formule est excellente, en effet ; ce que découvrent bon nombre de Français, c'est la duperie dont ils ont été victimes. Ils ont cru qu'en sacrifiant peu ou prou les libertés politiques, ils auraient au moins un pouvoir efficace. Ils s'aperçoivent aujourd'hui qu'ils ont fait un mauvais marché.

Mais pour que leur déception devienne révolte, pour qu'elle se traduise en choix politique, il ne suffit pas qu'on leur dise : nous avons enfin trouvé un champion qui est prêt à descendre courageusement dans l'arène. Il faut aussi qu'ils sachent que ce champion, s'il était victorieux, ferait de sa victoire. Le fait que, jusqu'ici, le concurrent de de Gaulle n'est désigné que par un signe algébrique ne s'explique pas seulement par l'astuce d'une campagne journalistique ; on est bien obligé de le constater ; c'est aussi le signe que l'opposition n'est pas encore prête, qu'elle n'est pas unie, surtout qu'elle n'est pas unie sur un programme.

Commençons donc par là. Après, mais seulement après, les problèmes des personnes seront plus faciles à résoudre. Et peut-être aussi finirait-on alors par considérer qu'il vaudrait mieux choisir un homme qui n'aurait pas attendu 1962 pour combattre de Gaulle.

RÉSOLUTION DU BUREAU NATIONAL DU P.S.U.

Dans tous les pays, les travailleurs engagent la lutte contre les atteintes à leurs conditions de vie.

Les salariés du secteur public manifestent contre la dégradation de leur pouvoir d'achat.

Dans le secteur privé, nombre de travailleurs combattent pour la garantie de l'emploi et contre les plans d'intégration économique du capitalisme européen, plans qui ont pour premier résultat l'abandon et la misère de plusieurs régions.

Le Bureau national du P.S.U. adresse son salut fraternel à tous les salariés en lutte pour leurs droits.

Il souligne le grand pas en avant accompli par les ouvriers et les paysans de la région d'Hennebont qui ont su manifester simultanément au coude à coude contre le projet de liquidation des Forges.

Ce qui a été possible à Hennebont entre paysans et ouvriers l'est encore plus quand il s'agit des métallos, des mineurs et des cheminots.

Mais cecl sous-entend l'élaboration d'un programme revendicatif, commun à tous les salariés, portant en particulier sur la garantie de l'emploi, la durée du temps de travail et l'augmentation des salaires et retraites.

Ceci sous-entend aussi la mise sur pied d'un comité de coordination des luttes.

Le Bureau national demande à tous les militants de populariser ces propositions qui constituent la véritable voie vers le succès.

BREST : Malgré l'interdiction

manifestation de rue contre M. Fouchet

(De notre correspondant à Brest Paul Tremintin)

LORSQUE les organisations laïques groupées dans le Comité d'action laïque du Finistère se sont réunies pour préparer la quinzaine du C.N.A.L., leur attention a été attirée par la visite que devait faire à Brest M. Fouchet, ministre de l'Education nationale, pour inaugurer les bâtiments du collège scientifique universitaire. Elles ont décidé de profiter de cette occasion pour manifester leur mécontentement devant les conditions déplorables de la rentrée, pourtant peintes sous un jour si favorable par M. Fouchet au cours de son allocution à la R.T.F.

C'est dans ces conditions que la motion suivante a été rendue publique :

« Les organisations laïques de Brest, réunies le dimanche 20 octobre, considèrent qu'une lutte ferme et persévérante est absolument nécessaire pour préserver l'avenir scolaire des enfants brestois. Pour cela, construire cent cinquante classes en dur pour l'enseignement primaire, en dehors de celles qui sont prévues pour 63-64, le lycée de Saint-Marc, le lycée technique de la rive droite, trois centres d'apprentissage, achever la cité de Kerichen, poursuivre la réalisation du collège scientifique et de la cité universitaire, entreprendre la construction en dur du collège littéraire universitaire.

« Il faut créer des postes d'enseignement et les pourvoir en maîtres qualifiés, ce qui implique la revalorisation de la fonction enseignante.

« Devant le choix fait par le gouvernement qui refuse à l'Education

nationale les crédits absolument nécessaires pour les consacrer à des œuvres inutiles et dangereuses, les organisations précitées

« se félicitent de la décision des parents d'élèves d'appeler les familles à observer une grève scolaire samedi toute la journée ;

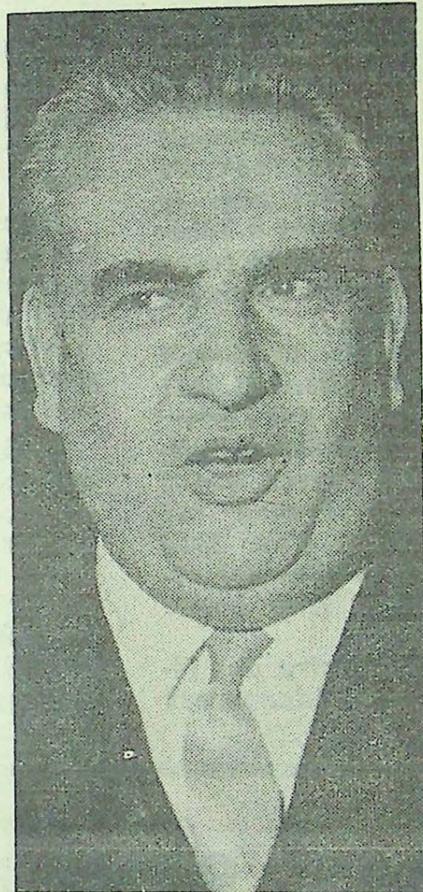
« décident d'appeler la population brestoise à la manifestation de protestation qu'elles organisent samedi 26 octobre, à 15 heures, au parking Clemenceau, à l'occasion de la venue à Brest de M. Fouchet, ministre de l'Education nationale. »

A la suite de cet appel, le jour de l'arrivée de M. Fouchet, la grève scolaire décidée par les parents d'élèves a été suivie à 100 p. 100 dans les établissements primaires et à 90 p. 100 dans les établissements secondaires (malgré la décision prise par une des associations de parents, celle dite « Léotard », de ne pas s'associer au mouvement).

D'autre part, la manifestation annoncée pour l'après-midi avait été interdite par le préfet ; malgré cela, elle était maintenue par les organisateurs et, à 15 heures, des cortèges venant des quatre coins de la ville convergèrent vers le centre, en portant des banderoles et en réclamant des écoles et la démission de M. Fouchet. Vers 15 h. 30, des milliers de Brestois étaient réunis près du lieu prévu, qui était occupé par des centaines de C.R.S. et de gendarmes casqués et armés.

A la tribune, où avaient pris place les responsables des organisations

laïques et les représentants des syndicats ouvriers (C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C.) et des partis de gauche (P.C.F., P.S.U., S.F.I.O.), ainsi que notre camarade Tanguy-Prigent, député du Finistère, deux orateurs, l'un pour les parents d'élèves, l'autre pour le



Fouchet : un porte-avions propulsé par un moteur de Vespa... (Agip.)

Comité d'action laïque du Finistère, expliquèrent les raisons de ce rassemblement. Ils évoquèrent les difficultés de la rentrée scolaire ainsi que les atteintes portées à l'école publique par le régime actuel.

Puis les organisateurs demandèrent aux assistants de se disperser dans le calme. C'est alors que les forces de police essayèrent de refouler les manifestants, et même de chasser les responsables massés devant la Maison des Syndicats. Ceux-ci, au coude à coude, refusèrent de reculer et il y eut quelques bousculades. Finalement, les C.R.S. et gendarmes reculèrent et tout le monde s'est dispersé, après que les organisateurs eurent obtenu la promesse qu'un certain nombre de manifestants qui avaient été arrêtés (parmi lesquels un de nos camarades du P.S.U.) seraient relâchés.

Une fois de plus, les Brestois ont montré leur volonté de défendre leurs écoles : ils savent que le gouvernement actuel n'agira que sous la pression de manifestations de ce genre. Ils restent vigilants et recommenceront chaque fois que ce sera nécessaire.

Quant à nous, au P.S.U., nous leur montrerons que ce ne sont là que des victoires provisoires, sans cesse remises en cause, que l'école publique ne pourra jouer son rôle de liberté et de démocratie que dans un régime socialiste pleinement au service des travailleurs.

VIALLETTEL, villa J.-Jaurès 19, rue Rossignol, THIONVILLE (Moselle), (CCP Nancy 1355-13), édite des enveloppes « Halte aux essais nucléaires de tous les pays ». Franco : 10 F les 550. Echantillons contre 0.40 F.

Toujours FOUCHET

SAMEDI dernier, plus de deux cents représentants de la région parisienne et de province ont assisté, à la Mutualité, à une manifestation organisée par la Fédération des Associations de parents d'élèves des lycées et collèges français.

Cette fédération, jusqu'ici, s'était tenue à l'écart des rassemblements et activités du C.N.A.L., mais comme le déclarait M. Léotard, président de ce mouvement : « Devant l'accumulation des déficiences, des lacunes, des erreurs, nous n'avons pu taire notre mécontentement. »

Cette fédération de parents d'élèves n'a jamais passé pour adversaire du régime, ses membres dans leur grande majorité n'appartiennent pas à la classe ouvrière. C'était d'ailleurs très visible à la Mutualité. Mais, pour la première fois, elle entendait manifester publiquement son désaccord, face à l'attitude de M. Fouchet.

Les dirigeants de la Fédération et les porte-parole de plusieurs associations des lycées de Paris (Voltaire, Sèvres, Henri-IV, Buffon) et de province (Poitiers, Limoges, Mulhouse, etc.) ont clairement exposé les raisons de leur colère.

M. Léotard a donné le résultat d'un questionnaire auquel ont répondu trois cent quatre-vingts associations des lycées. Il en résulte que dans 75 p. 100 des établissements scolaires, les locaux sont insuffisants.

L'intervention de M. Panié, président de l'Union de l'Académie de Paris, fut particulièrement applaudie :

« Nous devons nous réunir à la Sorbonne, déclara M. Panié. Mais, puisque le gouvernement a estimé qu'il ne devait pas laisser à notre disposition un local relevant de son autorité, nous nous sommes réunis dans cette salle que nous avons louée et où rien ne limite la liberté d'expression... Nous n'avons pas à dicter à l'Etat les choix à faire pour donner à l'Education nationale les crédits dont elle a besoin, mais à qui serviraient des investissements économiques, une Défense nationale puissante, le maintien d'une influence dans les pays d'outre-mer alors que nous n'avons pas l'assurance que le champ de l'intelligence française est cultivé ?

« Le ministre de l'Education nationale ne contestera pas qu'aussi mauvaise qu'ait été la rentrée de 1963, celle de 1964 sera pire encore. Le recours aux expédients a épuisé tous ses efforts. C'est la faillite d'un système qu'il faut constater. L'Education nationale ne parvient pas à surmonter ses difficultés, elle ne parvient pas à s'organiser... »

« C'est à l'opinion publique, devait dire M. Panié, de prendre conscience de la gravité du problème. Les associations groupées dans notre fédération représentent cinq cent mille familles. D'autres fédérations existent, et ce qui les distingue ou même parfois les sépare de la nôtre, est moins important que ce qui les identifie. Nous avons été trop longtemps déçus, nous ne pouvons pas continuer à faire confiance. »

La motion, adoptée à l'issue de la réunion, déclare notamment : « Le budget de l'Education nationale doit être considéré comme prioritaire. Pour le budget d'équipement de 1964, qui doit être soumis au Parlement dans quelques jours, 4 milliards de F représentent un minimum. »

« La Fédération réclame un programme d'urgence permettant de faire face à la crise actuelle, l'établissement d'un véritable plan de redressement à plus long terme, la revalorisation des traitements des enseignants, l'accélération des constructions scolaires, la gratuité des livres et des fournitures scolaires. »

Cette manifestation atteste que même les associations de parents d'élèves les plus indulgentes pour les pouvoirs publics ont pris conscience de la gravité de la crise de l'enseignement. Souhaitons que les initiatives se multiplient pour une vaste campagne de lutte contre le sabotage de l'enseignement public. D. L.

TRIBUNE SOCIALISTE offre à ses lecteurs, à des conditions exceptionnelles, la première édition vraiment complète des œuvres de



VICTOR HUGO

Voici en cours d'achèvement, l'édition monumentale que le XX^e siècle aura l'honneur d'avoir consacré à la plus grande œuvre du XIX^e siècle : celle de Victor Hugo. Au lieu des quelque 90 volumes des anciennes éditions dont beaucoup sont introuvables en librairie, les Œuvres Complètes de V. Hugo comportent quatre magnifiques ouvrages de bibliothèque de près de 1.800 pages chacun, reliés pleine toile, titre or fin, tranche supérieure dorée. Deux volumes sont parus, mais seront hélas bientôt épuisés, le tome I : Les Œuvres Poétiques Complètes et le tome II : Les Œuvres Romanesques Complètes. L'un et l'autre ont été salués par l'unanimité de la presse comme des chefs-d'œuvre de l'édition française. Le Tome III est sous presse. Il comprend tout le Théâtre de Victor Hugo, non seulement les pièces plus célèbres comme Hernani ou Ruy Blas, mais même des pièces inconnues comme les « Comédies Cassées », toutes les Œuvres Critiques, tous les Journaux Intimes et les extraordinaires « Comptes Rendus des Tables Tournantes » illustrés par une vingtaine de pages de dessins faits par la Table Tournante.

Nous pouvons encore offrir aux lecteurs de ce journal (remplir le paragraphe 1 du bon) les tomes I et II actuellement en cours d'épuisement aux conditions exceptionnelles suivantes : 1^o chaque tome : 10 versements mensuels de 13,50 F, ou 3 de 42 F, ou 120 F comptant. 2^o les 2 tomes ensemble : 10 versements mensuels de 26 F, ou 3 de 80 F, ou 228 F comptant.

Le tome III : Œuvres Dramatiques et Critiques Complètes, du fait des hausses considérables subies par l'industrie du livre, sera vendu au minimum 135 F comptant et 150 F en 10 versements, mais nous pouvons l'offrir aux souscripteurs, avant la mise en vente, au même prix que les précédents : soit 13,50 F par mois pendant 10 mois, 42 F par mois pendant 3 mois ou 120 F comptant. Pour bénéficier de ce prix de faveur, remplir le bon ci-contre (paragraphe 2) et joindre à l'envoi 13,50 F par chèque bancaire ou postal ou mandat. Mais attention ! la mise en vente qui clora cette souscription, aura lieu à une date très rapprochée. N'hésitez donc pas à envoyer aujourd'hui même votre souscription à la librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris VII.

L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE
la Grande Encyclopédie du lyrisme français (LIBERATION)... une extraordinaire édition (JOURS DE FRANCE)... indisponible recueil (FIGARO)... Magnifique (COMBAT)... c'est monumental (L'INFORMATION)...

BON à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE 30 rue de Grenelle Paris 7^e

(cocher les cases précédant les formules adoptées)

1 - Veuillez m'adresser LES ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES LES ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO que je réglerai en 1 3 10 versements.

2 - Je souscris aux ŒUVRES DRAMATIQUES ET CRITIQUES DE VICTOR HUGO. Veuillez trouver ci-inclus, libellé au nom de la Librairie Pilote:

Chèque bancaire chèque postal compte Librairie Pilote N° 13.905-31 PARIS mandat de 13,50 F. Ce versement me donne droit au prix exceptionnel de souscription ; je réglerai le solde après livraison soit 106,50 F. en un versement 3 versements de 37,50 F. 9 versements de 13,50 F.

NOM

Adresse habituelle

N° CCP ou bancaire

Signature

T.S. 3.10

LE MAGHREB DÉCHIRÉ

CONFLIT politique, conflit de classe, le différend algéro-marocain a pris tout naturellement la tournure d'une bataille d'usure qui se déroule pour l'essentiel sur le terrain diplomatique. On peut espérer que dans les prochains jours un accord relatif au cessez-le-feu pourra être réalisé. Il est peu probable qu'il soit possible d'aller au-delà. Sans doute, s'efforcera-t-on de prononcer quelques paroles apaisantes. Le sultan sollicitera l'affirmation de principe de non-ingérence dans les affaires intérieures et obtiendra satisfaction. Mais le fond du problème des frontières ne recevra aucune solution et la nature sociale des régimes algérien et marocain demeurera aussi divergente.

Ben Bella s'engagera sans peine à ne pas s'immiscer dans les affaires marocaines. Les mesures révolutionnaires qu'il entreprend en Algérie sont le plus sûr moyen de porter atteinte à la monarchie néo-colonialiste de Hassan II.

Si l'on procède à un premier décompte des points marqués dans ce conflit, il apparaît que, sur le plan intérieur, Ben Bella a obtenu le ralliement de la plupart de ses opposants et, notamment, des maquisards kabyles, tandis que Hassan II n'a pu réaliser l'union sacrée. C'est par dépit, sans doute, qu'il a fait procéder à de nouvelles arrestations de dirigeants de l'U.N.F.P. et du parti communiste marocain. Dans l'arène internationale, Ben Bella a enregistré de nombreux appuis alors que l'isolement de Rabat n'est que trop apparent.

La monarchie ne rencontre guère

d'adeptes sur le continent africain où les têtes couronnées sont devenues un objet de curiosité lorsqu'ils n'inspi-

rent pas un sentiment de mépris. Déjà marqué par ses revendications sur la Mauritanie, le Maroc s'est placé

à nouveau en porte à faux en suscitant un conflit des frontières avec un pays africain voisin, cependant qu'il tolère les enclaves espagnoles sur son territoire. La conférence d'Addis-Abeba a recommandé expressément le maintien des frontières héritées du colonialisme. Il est reconnu que l'ensemble de ces limites sont peu ou prou arbitraires. Leur remise en question, en l'état actuel des choses, aboutirait pourtant à mettre toute l'Afrique à feu et à sang tant les contestations seraient nombreuses, véhémentes et sans issue.

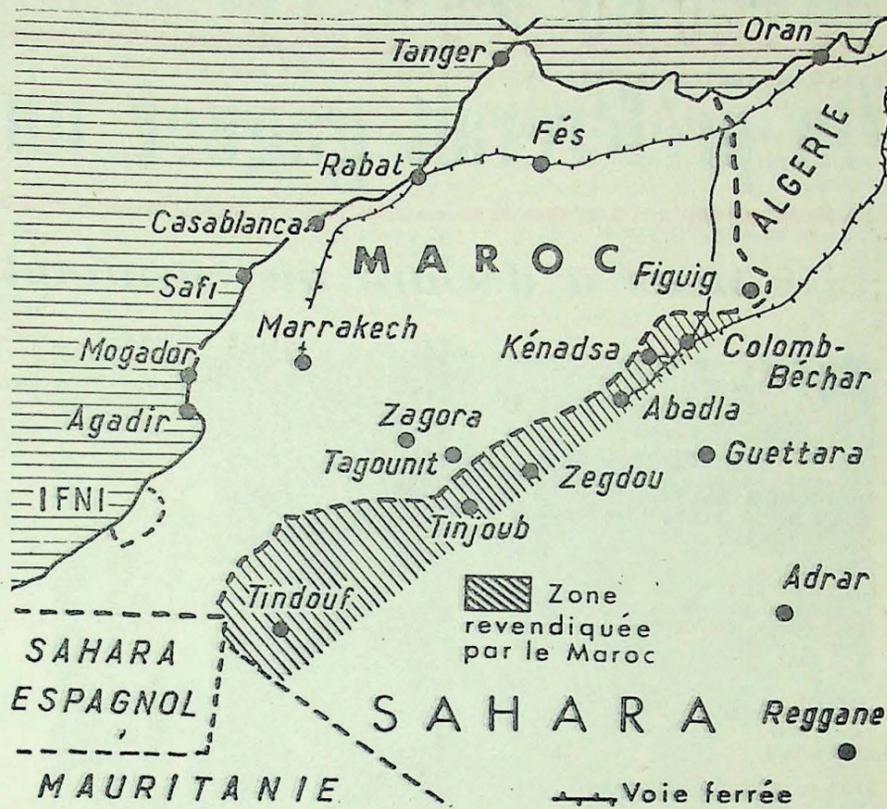
Les circonstances font que même les dirigeants africains les plus modérés, qu'inquiète la vague de fond des nationalisations et de l'autogestion en Algérie, ne peuvent manifester leur appui au souverain marocain.

La solution la plus naturelle, allant dans le sens de l'avenir, n'eût-elle pas été de rechercher un règlement dans le cadre du Maghreb? L'inconvénient, c'est que Bourguiba a les mêmes raisons que Hassan II de redouter à terme la séduction du socialisme algérien et qu'il a également des contestations de frontières dans la région saharienne à formuler.

Les relations entre les pays du Maghreb sont des plus tièdes quand elles ne sont pas bouleversées par de violentes crises qui ont opposé tour à tour la Tunisie au Maroc, puis la Tunisie à l'Algérie et, maintenant, l'Algérie au Maroc. Les tentatives d'organisation du Maghreb esquissées à plusieurs reprises sont restées lettre morte. Le décalage d'ordre social et politique, les soucis du leadership ont fait avorter les efforts entrepris. L'option bourgeoise-capitaliste qui caractérise les régimes de Tunis et de Rabat sécrète davantage l'isolement, le particularisme, la concurrence, qu'un esprit de coopération dépourvu d'arrière-pensées.

Ce n'est pas par hasard si les forces les plus éprises de l'unité maghrébine se rencontrent au sein du mouvement syndical des trois pays, ainsi que parmi les étudiants qui se trouvent déjà rassemblés dans un mouvement commun.

A. Durcz.



L'Algérie nouvelle et ses amis français

C'EST un public militant où dominait l'élément jeune qui était venu le 23 octobre, à la salle des Horticulteurs, à Paris, s'informer des réalisations et des projets de l'Association d'amitié et de solidarité franco-algérienne (A.S.F.A.).

Après une entrée en matière de Marcel Dufriche, de la C.G.T., qui présidait, et une allocution de Manuel Bridier, du P.S.U., insistant notamment sur le caractère socialiste de la révolution algérienne et la nature du conflit de régimes sociaux du différend algéro-marocain, on entendit des responsables de la colonie de vacances de Tipasa, du chantier de travail de Oued Harbill et du stage de formation de responsables sanitaires de l'ex-ferme Paternot — trois des réalisations de cet été patronnées par l'A.S.F.A. — parler avec enthousiasme du travail accompli.

On se représentait, non sans émotion, cette jeune femme algérienne qui, ayant perdu deux enfants, était venue de très loin pour suivre le stage de formation sanitaire afin de s'informer des moyens de lutte contre la maladie et d'en instruire ensuite les autres femmes de son village. On se sentait bouleversé d'apprendre que la rougeole — la banale rougeole — avait pu emporter dix enfants en quelques jours dans un petit village de Kabylie.

Un incident regrettable

Claude Estier, de *Libération*, brossa un tableau de la réalité algérienne d'aujourd'hui, parlant surtout de l'expérience des comités de gestion.

Puis Claude Glayman, secrétaire du bureau provisoire de l'A.S.F.A. pour les prochains mois; aide à l'enfance et à l'adolescence, développement de la campagne d'alphabétisation. Il fit appel à chacun pour que, de plus en plus nombreux, de plus en plus importants, des groupes de l'A.S.F.A. se constituent tant dans les quartiers qu'en province.

La présence sur la tribune d'un camarade représentant Aitel Hocine, président des Amicales d'Algériens, et le salut qu'il apporta à l'assemblée marquaient bien l'intérêt que, dans sa marche au socialisme, l'Algérie nouvelle attache à la coopération de peuple à peuple.

La réunion se termina par le vote d'une motion présentée par M. Douzon. A entendre l'exposé préliminaire à sa lecture, il semblait qu'elle dût être une prise de position dans le conflit opposant le Maroc féodal et lié à l'impérialisme d'Hassan II à l'Algérie socialiste. Aussi n'est-il pas surprenant que la motion elle-même, où non seulement ce problème n'était pas effleuré, mais où le mot socia-

lisme était absent comme si on en avait honte, ait suscité quelques réactions. A la stupeur d'une grande partie de la salle, Dufriche, au lieu de saisir l'occasion ainsi offerte de faire amender ce texte, s'empressa d'emporter un vote à l'esbroufe et de lever la séance, créant ainsi une atmosphère de malaise au sein d'une assistance pourtant tout acquise à l'Algérie nouvelle.

Parmi ceux qui réclamaient l'amendement de la motion, on notait notre camarade Henri Benoist, du C.P.N. du P.S.U., membre du bureau de l'A.S.F.A., ainsi que notre camarade Alain Le Dem, de la C.E. de notre fédération de Seine-et-Oise. On remarquait aussi d'autres camarades du P.S.U., des membres de la IV^e Internationale, des militants ouvriers du P.C.F. et des anciens du soutien, tous activement dévoués à l'Algérie nouvelle et bien connus des Algériens présents pour leur appui constant à l'orientation socialiste de son gouvernement.

L'attitude du camarade Dufriche était d'autant moins compréhensible pour l'assistance que rien ne la justifiait — aucun élément hostile à l'association ne s'étant manifesté — et que lui-même avait dans son intervention du début vigoureusement condamné l'agression marocaine.

La surprenante modération dont elle témoigne envers la révolution algérienne apparaît particulièrement affligeante à la lecture, dans *Alger Républicain* du 25 octobre, d'un communiqué de nos amis du Comité Algérie-Angleterre qui, sous le titre « Bas les pattes devant l'Algérie », dénonce « la récente attaque perfide de l'Algérie par les forces du roi du Maroc » qui « n'essaie pas de récupérer les territoires authentiquement marocains occupés actuellement par l'Espagne » mais s'en prend à « l'héroïque révolution algérienne au moment où celle-ci doit faire face au péril de la contre-révolution interne ».

Albert Roux.

Nous signalons particulièrement à nos lecteurs que : « Le ministère de la Santé publique et de la Population de la République algérienne recrute des médecins et chirurgiens enseignants à plein temps pour l'école de techniciens sanitaires de Médéa.

Le personnel enseignant est recruté dans le cadre de l'assistance médico-sociale, ou par l'hôpital de Médéa.

Le salaire mensuel minimum est est de trois mille francs (3.000 F); le contrat est d'un an tacitement renouvelable.

Pour toute précision, s'adresser : — à l'Association d'amitié et de solidarité franco-algérienne (A.S.F.A.). Secrétariat : M. Claude Glay-

man, 26, rue de Romainville, Paris (XIX^e);

— au Dr A. Roger, sous-direction de la Population, cabinet du ministre, ministère de la Santé publique, Alger (Algérie).



Contre le plan de stabilisation

M. PIERRE MASSE, commissaire général du Plan, a ouvert en grande pompe le 24 octobre la « conférence des revenus ». Etaient représentés les syndicats patronaux, les organisations agricoles, les confédérations ouvrières, l'Union des associations familiales.

Dans un exposé assez académique et qui s'est voulu rassurant, M. Massé a déclaré que cette conférence était « un jalon dans une œuvre de longue haleine ». Il a souligné la nécessité d'examiner aussi bien les profits et les revenus agricoles que les salaires, et a prétendu écarter « une réglementation autoritaire des revenus ».

Les organisations présentes ont assuré qu'elles ne liaient pas leur participation à la conférence des revenus à l'existence du plan de stabilisation. On se reverra le 30 octobre.

En attendant, les syndicats poursuivent leur offensive contre le plan de stabilisation. Après la grève de 24 heures des cheminots, le mouvement tend à se généraliser dans l'ensemble du secteur public. La grève des cheminots a été très suivie, sauf sur la région de l'Est, bastion du gaullisme et du syndicalisme chrétien traditionnel.

Il est vrai qu'un grand malaise règne à la S.N.C.F., en raison de l'insuffisance des salaires qui entraînent des démissions et des difficultés de recrutement. Le secrétaire général de la C.F.T.C., Paul Butet, soulignait à ce sujet que seule l'intégration de 5.400 « pieds-noirs » avait limité jusqu'ici la crise des effectifs, la S.N.C.F. devant actuellement recruter 10.000 agents par an.

L'ensemble du secteur public connaît sans doute une situation comparable. C'est pourquoi les syndicats s'élèvent contre le refus du gouvernement de tenir les engagements qu'il avait pris en avril et refusent de sacrifier leurs revendications sur l'autel du plan de stabilisation. Tel est le sens des mouvements prévus dans le secteur public : dans les banques, le personnel des préfectures et des sous-préfectures, à la fin du mois, dans la navigation aérienne, du 31 octobre au 4 novembre, chez les agents de la fonction publique, qui participeront à une grève de 24 heures le 6 novembre, grève auxquels se joindront peut-être les mineurs et les gaziers et électriciens.

A l'exception des techniciens de la navigation aérienne et des employés de préfecture, qui ont des revendications particulières à faire valoir, tous s'élèvent contre la limitation à 1 p. cent par trimestre de l'augmentation des salaires « durant l'application du plan de stabilisation ».

Cette vague revendicative fera-t-elle reculer le pouvoir « qui ne recule pas » ? C'est possible, mais la lutte sera dure. Il serait peut-être temps également que, pour conquérir l'opinion publique, les syndicats et les partis d'opposition définissent clairement une politique économique et sociale susceptible d'être opposée au plan de stabilisation gaulliste.

Maurice COMBES.

« Voyager gratuitement ne suffit pas. On préférerait gagner un peu plus »

nous a déclaré un cheminot après la grève de la S.N.C.F.



...et pourtant, le jour de grève de la S.N.C.F., on voyage gratuitement mais dans des camions militaires.

LOIRE-ATLANTIQUE : ouvriers et paysans manifestent ensemble à ISSE

(De notre correspondant à Saint-Nazaire Denyse FRANK)

VENDREDI 25 novembre les ouvriers de l'usine Antar (plastique), en grève depuis 10 jours, avaient organisé une manifestation devant la mairie de Jussé, pour appuyer leurs revendications, soit une augmentation de salaires de 6 % (la direction n'accorde que 4 %), la 4^e semaine de congés payés et le paiement des heures de lock-out. Pour la première fois en France, des agriculteurs sur leurs tracteurs, s'étaient joints à eux pour appuyer leurs revendications.

Car, comme l'a bien dit Philippot, président des Jeunes agriculteurs : « Nos intérêts sont communs. Votre direction ne vous aura pas à la faim. Car nous vous fournirons des pommes de terre et des lapins. »

Et Médard Lebot, secrétaire au F.N.E.A., que j'ai déjà entendu dire à d'autres manifestations :

« Les surplus agricoles devraient être distribués aux économiquement faibles et aux travailleurs, car il n'est pas vrai qu'il y ait des surplus agricoles, il y a seulement un trop faible pouvoir d'achat pour beaucoup. » Ou « Nous agriculteurs, nous avons la vocation de nourrir les hommes. Les milliards refusés aux producteurs partent en fumée dans la force de frappe. Nous devons faire vivre et non faire mourir », dira cette fois :

« Pour la première fois nous nous unissons, ouvriers et agriculteurs. Nous agriculteurs, nous ne sommes pas contre l'industrialisation des campagnes et nous y apporterons même notre appui. Mais il ne faut pas que les usines qui se montent en profitent pour ne pas payer les hommes. N'oublions pas que depuis 1954, 29 % de la population des campagnes ont quitté leur terre pour entrer en usines. Nos revendications sont commu-

nes car s'il y a eu 6 % d'augmentation sur les produits que nous vendons, les charges pendant la même période ont augmenté de 15 %. Parlons surproduction. Les infirmes, les personnes âgées, les ouvriers mal payés ne peuvent acheter les produits nobles, c'est-à-dire le beurre, la viande.

« S'ils avaient une rémunération décente, ils le pourraient et nos produits trouveraient en eux le principal débouché.

« L'éducation dans le milieu ouvrier comme dans le milieu agricole, est actuellement une éducation au rabais. Or il est important de créer des emplois qui respectent la dignité de l'homme. »

« Il faut croire à une civilisation du travail qui s'opposera aux forces de l'argent », dira-t-il pour terminer.

Rousselot, de la C.G.T., confirmera ses paroles en disant que « si l'on augmente le pouvoir d'achat de l'ouvrier, les produits des agriculteurs se vendront mieux, car l'ouvrier est un des meilleurs clients « par le nombre. »

Tandis que Mornet de la C.F.T.C. dira :

« Nous nous opposons à la politique de stabilisation qui n'est qu'une opération d'intoxication, une politique de frappe. Pour résoudre le problème de la stabilisation il faut s'attaquer aux circuits de distribution en supprimant les gros intermédiaires. Votre lutte pour les 6 % d'augmentation s'inscrit dans toute la lutte du peuple de France. »

Saluons nous, P.S.U., cette union qui ne pourra qu'être fructueuse. Car de la fraternité ouvriers-producteurs agricoles sortira la France de demain.

Que faites-vous à la S.N.C.F. ?

— Je travaille dans un atelier de réparations de machines. Mon grade est maître ouvrier.

L'homme qui me parle s'exprime lentement, comme s'il craignait de ne pas être assez précis.

— Qu'est-ce qu'un maître ouvrier ?

— C'est un grade qu'on donne aux ouvriers professionnels de première classe susceptibles de passer l'examen de chef de brigade ou qui ont une certaine ancienneté. Pour beaucoup d'ouvriers, c'est une espèce de bâton de maréchal.

— Depuis combien de temps êtes-vous à la S.N.C.F. ?

— J'y suis entré en 1945, après la Libération. J'ai passé l'essai d'ouvrier professionnel et je suis depuis trois ans maître ouvrier à l'échelle 6.

— Combien gagnez-vous ?

— Ce mois-ci je vais me faire 77.500 anciens francs net. Naturellement la prime de production est comprise. Les retenues pour la retraite et la caisse de prévoyance sont déduites. D'ailleurs vous pouvez voir. Voilà mon bulletin de paye. La paye a été avancée de deux jours à cause de la grève des banques.

Il tire un bulletin de son portefeuille. Je lis le chiffre qu'il m'a indiqué et je demande aussitôt :

— Vous êtes à l'échelle 6. Une échelle de vos collègues du matériel et traction... (Signe de tête affirmatif). Et ceux des autres services ?

— A l'exploitation c'est la même chose. Au service de la voie, c'est encore pire. Les gars gagnent encore moins que nous. En plus ils sont exposés aux intempéries. Dans mon service, les ouvriers qualifiés, les jeunes surtout, ont tendance à s'en aller dans l'industrie privée où ils n'ont pas de mal à s'embaucher comme P 1, P 2 ou P 3. Dans la région parisienne surtout, car en province, je ne dis pas, il y a aussi de bas salaires dans le privé. Tenez, les anciens apprentis formés par la S.N.C.F., ils vont travailler ailleurs ou ils cherchent à entrer dans les bureaux.

— Vous voyagez gratuitement ?

— Oh ! vous savez, il ne suffit pas de ne pas payer le train pour voyager beaucoup. On préférerait gagner plus.

— Vous avez aussi la retraite à 55 ans ?

— Oui, mais beaucoup de cheminots font du « rabiote » après 55 ans, ou, une fois en retraite, continuent à travailler. On ne peut déjà pas y arriver avec nos salaires. Le coût de la vie a tellement augmenté.

Après un silence, je réponds :

— Qu'est-ce que vous pensez de ces grèves ?

— Chez nous, cela a bien marché dans l'ensemble. J'habite près d'une grande ligne et je suis resté chez moi le jour de la grève. J'ai vu passer peu de trains. Il n'y a que dans les bureaux qu'une minorité a fait grève et chez les cadres, malgré l'ordre de la Fédération des cadres autonomes.

— Et les résultats ?

— Pour le moment, il n'y en a pas. L'E.D.F. parle aussi de se mettre en grève. Les fonctionnaires également. Il faudrait qu'on soit tous ensemble.

— Vous pensez qu'alors le gouvernement reculerait, qu'il donnerait satisfaction à vos revendications ? Vous pensez pas qu'il pourrait alors vous réquisitionner, tenter de briser les grèves ?

— Je ne sais pas, mais ça n'a pas tellement réussi avec les mineurs. Bien sûr, un mouvement de 24 heures est largement suivi. Une grève illimitée serait plus difficile, mais s'il y a beaucoup de grèves dans le secteur public peut-être que le gouvernement donnera satisfaction.

MORBIHAN : pour la défense des Forges à Hennebont

Nous avons déjà évoqué la lutte menée par le comité de défense des Forges d'Hennebont, lutte qui a fait l'objet de manifestations tendant à s'opposer à la liquidation d'une industrie importante de Bretagne.

Jusqu'ici la fermeture des Forges est toujours envisagée par les pouvoirs publics. Des tentatives de renflouement par des industriels allemands ayant échoué, le comité de défense, soutenu par tous les syndicats et les partis (à l'exception

de l'U.N.R.), se tourne une fois de plus vers le gouvernement.

A la veille de la visite dans la région de M. Olivier Guichard, directeur de l'aménagement du territoire, une marche de 12 kilomètres a été organisée le 26 octobre entre Hennebont et Lorient. Elle réunissait plusieurs milliers de participants. Les 1.400 ouvriers des Forges venaient en tête du cortège. Des tracteurs conduits par des agriculteurs de la région fer-

maient la marche. Un meeting s'est tenu ensuite à Lorient. La motion votée insiste sur la nécessité de créer des industries nouvelles « pour absorber la main-d'œuvre excédentaire qui se manifestera progressivement et sans interruption pendant les années à venir ». Elle souligne d'autre part qu'une véritable industrialisation de la Bretagne ne peut s'effectuer qu'avec le concours d'une industrie de base, c'est-à-dire une usine sidérurgique type Forges d'Henne-

bont. Mais il faudrait alors que l'Etat assure le maintien des Forges, qui seraient de ce fait nationalisées.

Signalons les manifestations de solidarité organisées par les Bretons de Paris, ainsi que les manifestations de Pontivy et de Saint-Brieuc dues à l'initiative du C.A.B. (comité d'action de la Bretagne), que préside notre ami Antoine Mazier.

M. C.

MEURTHE-et-MOSELLE : la crise des mines de fer rebondit à TRIEUX

(De notre correspondant en Meurthe-et-Moselle, E.M.)

Il y a maintenant près de trois semaines que les mineurs de fer de Trieux se relayent de quatre jours en quatre jours et font grève au fond de la mine de Sancy.

La région des mines de fer est en crise. En mars dernier, au moment de la grève des houillères, les mineurs de fer avaient arrêté le travail de leur côté et organisé diverses manifestations dont une marche sur Paris, non pas tellement pour soutenir des revendications de salaires que pour obtenir des garanties concernant l'avenir de la région. A la suite de cette grève une table ronde s'était réunie groupant les syndicalistes, le patronat et l'administration. Les patrons des mines de fer, réticents, avaient dû, pour la première fois, accepter de discuter de l'ensemble du problème posé par l'activité des mines, exposer ses positions, et finalement admettre le vote d'un certain nombre de recommandations.

Pourquoi cette grève

Les syndicats insistent sur plusieurs points :

- la nécessité de défendre la région ferrifère, de ne pas sacrifier les richesses existantes et les hommes sous prétexte d'une conjoncture immédiatement défavorable ;
- la nécessité de travailler à revaloriser le produit, le minerai lorrain, en mettant au point des techniques d'enrichissement et en faisant les efforts d'investissement nécessaires à l'application industrielle de ces techniques ;
- la nécessité de procéder à une reconversion partielle de la région ; non pas en commençant par fermer les mines mais en commençant par y implanter les centres d'apprentissage, collèges techniques, etc., qui actuellement manquent à peu près totalement et dont l'absence condamne toute une jeunesse à l'émigration. L'implantation d'industries de transformation devrait venir ensuite donner les débouchés que les mines ne peuvent plus offrir ;
- la possibilité de faire une politique de réduction d'emploi sans licenciements par le simple jeu des départs en retraite. La consommation ne peut guère augmenter, la productivité augmente, les effectifs doivent donc diminuer mais entre une diminution progressive, naturelle, accompagnée de la formation des nou-

veaux spécialistes que la modernisation exige et la crise aiguë aboutissant à des licenciements immédiats il y a une différence profonde.

La table ronde avait donc pour but d'éviter les décisions unilatérales, prises sans explications, les mesures brutales. Or c'est précisément une mesure de ce type qui a été prise il y a trois semaines à Sancy.

Personne ne s'y attendait. La mine — qui appartient à la Société des Hauts Fourneaux de Saulnes, Raty et Cie — n'était pas de celles que l'on savait menacées. Les conditions techniques d'exploitation sont bonnes ; la teneur du minerai extrait aussi. Alors ? Cette mine travaillait surtout pour l'exportation vers la Belgique et c'est la défaillance de clients belges, décidant de s'alimenter désormais en minerai d'outre-mer (à teneur supérieure et dont le coût de transport par mer a beaucoup baissé), qui a été le point de départ de la crise. Deux cent cinquante-huit mineurs ont été licenciés brutalement. L'ensemble des mineurs de Sancy décida de riposter par la grève au fond.

La solidarité s'est organisée très vite.

A Trieux, une intendance fonctionnelle et recueille les dons en nature qui déjà permettent de ravitailler le fond pour plusieurs semaines tandis que la souscription qui s'engage doit aider les familles. Les commerçants savent que cette grève est la leur. Ne vivent-ils pas de la mine ?

Toute une région menacée

Quant aux cadres, en manifestant immédiatement leur solidarité, ils ont donné au problème ses dimensions exactes. Lors d'une réunion générale de la C.G.C. qui groupait deux cents d'entre eux, ils ont manifesté leur colère : la décision soudaine de la direction leur apparaît comme un véritable camouflet infligé à tout le personnel, de tout grade. Les offres de reclassement les laissent sceptiques, sinon dans l'immédiat du moins en ce qui concerne l'avenir, car disent-ils, ce n'est pas de Sancy qu'il s'agit, mais de tout le bassin dont l'activité risque de se rétrécir comme une peau de chagrin si bien que les reclassés d'aujourd'hui risquent d'être une nouvelle fois licenciés demain. Les cadres dans un premier temps avaient prévu une grève pour le 14 octobre. Ils y renoncèrent en apprenant la décision C.G.T.-C.F.T.C. de grève au fond pour ce même lundi 14. Leur propre grève aurait en effet constitué un obstacle technique.

Les conseillers municipaux, les maires se sont réunis, notamment le 27 octobre. Tous les maires de l'arrondissement de Briey et ceux des communes intéressées de la Moselle et de la Meuse étaient présents. Les protestations ne leur paraissent pas

suffisantes des états généraux de l'arrondissement ont été prévus, des démissions envisagées.

C'est donc toute une région qui est partie prenante et l'affaire de Sancy apparaît comme un test. Si les licenciements sont maintenus il n'existe plus aucune sécurité d'emploi pour aucun mineur de fer. C'est toute la région qui est alors condamnée et qui risque d'être liquidée mine après mine, et dans des conditions de plus en plus mauvaises.

Actuellement on offre aux mineurs de Sancy un reclassement dans d'autres mines, dans les houillères ou dans la sidérurgie. Mais dans d'autres mines de fer combien de temps cela durera-t-il ? Dans les houillères ou dans la sidérurgie, cela signifie une perte importante de salaire, des déplacements très longs ou un déménagement. Déjà les licenciés de Langenberg (juin 63), dans une lettre à leur camarades de Trieux, se plaignent de ce que les promesses qui leur furent faites sont mal tenues ; on devait les transporter gratuitement pendant trois ans et déjà cela est remis en cause. Il leur reste, il restera demain à ceux de Trieux la ressource de déménager. Mais sur les 258 licenciés du Sancy plus de cent ont, durant la dernière décennie, accédé à la propriété. Cela signifie des dettes qu'il faudrait demain payer avec un salaire restreint et aussi qu'ils sont liés à Trieux par cette maison qu'ils ne peuvent espérer vendre si la mine ferme. Trieux n'est pas dans une région où les gens « bien » installent leur résidence secondaire.

Le reclassement n'est donc pas une bonne solution. D'autant moins que le vrai problème est celui du destin de la région. Force majeure dit le patronat, nous avons perdu nos clients. Les décisions de cette nature, répondent les syndicats, ne peuvent être prises à la suite d'un simple accident conjoncturel. Ne dit-on pas que la situation du minerai de fer lorrain va s'améliorer, parce que le coût du transport maritime du minerai d'outre-mer va remonter et cela parce que les Russes manquent de blé, en achetant au Canada et mobilisent pour le transporter une partie du tonnage existant ? Situation peut-être provisoire, mais qui montre bien qu'on ne saurait lier le sort d'une industrie, d'une région, des investissements industriels et sociaux existants, des hommes qui y vivent, aux fluctuations quotidiennes des cours.

La brutalité des licenciements opérés à Sancy révèle plusieurs choses.

D'abord la volonté patronale d'utiliser un accident conjoncturel pour se débarrasser des conclusions de la table ronde. Le patronat reprend sa liberté d'action.

Ensuite le désordre qui règne dans la commercialisation du minerai. Il

est impensable qu'en 1963 chaque mine soit laissée seule en face de ses problèmes de commercialisation. Ne devrait-il pas y avoir entre elles une coordination telle que la production de Trieux puisse être répartie entre les différents utilisateurs restants, quitte à ce que l'ensemble des mines ralentisse un peu sa production. Si cette coordination n'existe pas, le gouvernement doit l'imposer, si les patrons sidérurgistes se révèlent incapables de la réaliser, il faut nationaliser les mines. Ne devrait-il pas d'autre part être créé un fonds de garantie de l'emploi, avec l'aide du gouvernement et celle de la C.E.C.A. qui protège les mineurs contre les à-coups conjoncturels et le chômage partiel qui en résulterait si les effets en étaient répartis sur tout le bassin ?

Enfin la C.E.C.A. apparaît, à la lumière des événements de Sancy, comme une aventure bien décevante. Les frontières entre les Six ont été ouvertes mais l'Europe a été parallèlement livrée sans protection à la concurrence de pays de bas salaires, économiquement exploités et aux opérations de dumping orchestrées par les grands trusts américains. Il y a eu dans les pays de la C.E.C.A. eux-mêmes bien des complicités à ces manœuvres.

Ce que l'affaire de Sancy révèle c'est que, dans ce contexte, les patrons de la sidérurgie lorraine, propriétaires directs ou indirects des mines de fer, doutent du destin de leur industrie.

A cause de cela aussi la menace se déplace et grandit. A long terme elle pèse non seulement sur l'ensemble du bassin minier mais sur toute la sidérurgie. Pour y faire face il faut un plan d'ensemble. Il faut que le gouvernement français obtienne de la C.E.C.A. des mesures de protection contre les importations abusives. Il faut qu'il exige des sociétés sidérurgiques la reprise d'un effort d'investissement dont l'interruption prolongée (pour cause de scepticisme) serait catastrophique. Il faut qu'il finance l'installation d'industries de transformation, faute desquelles la région est déséquilibrée. Il faut qu'à ce véritable plan régional les syndicats soient associés, qu'ils en contrôlent la réalisation.

C'est l'ensemble de ces revendications qui est contenu dans la grève des mineurs de Trieux. Le moral de ceux que l'on rencontre quand ils remontent au jour après quatre jours de fond est à la hauteur de la discipline qu'ils s'imposent. La solidarité régionale se développe. Trieux peut tenir longtemps et sait qu'il faudra tenir longtemps. Ce qu'ils craignent le plus : le mur de silence dont leur grève a été jusqu'à présent entourée. Il faut les aider à le rompre.

E.M.

(Suite de nos informations sociales en page 8)

L'unité syndicale est possible par la représentation démocratique des tendances dans une centrale ouvrière unique.

Bandeau 20 x 50
Prix : 0,06 F pièce. C.C.P. 58-26-65
Payer à la commande :
54, boulevard Garibaldi, Paris.

DU NOUVEAU EN ALLEMAGNE

ALORS que M. Walter Ulbricht, premier personnage de l'Allemagne orientale, se faisait, une fois de plus, plébisciter par ses seize millions de citoyens qui, d'avance, avaient qualifié ces « élections » comme un « recensement de la population », le nouveau chancelier de l'Allemagne fédérale, Ludwig Erhard, affrontait, lui, le Bundestag, le parlement fédéral.

Est-ce qu'il y a du nouveau en Allemagne ? Apparemment rien dans la République de Pankov où Walter Ulbricht, désigné à juste titre comme un des derniers staliniens, continue à priver les citoyens du moindre droit démocratique, tout en leur promettant le « socialisme » pour demain. De toute évidence — et la dernière opération « électorale » le prouve, car 99,5 p. 100 votaient pour le parti régnant — aucun successeur plus libéral n'apparaît encore à l'horizon politique de la R.D.A.

A Bonn, par contre, il y a effectivement du nouveau. Le départ du chancelier Adenauer, à lui seul, est le signe annonciateur d'un changement dans bien des domaines. On a pu dire, et à juste titre, nous semble-t-il, qu'avec le départ du vieillard de quatre-vingt-sept ans, on assistait à « la fin d'une ère ». Et il est évident qu'aucun successeur du « vieux », comme on l'a nommé, n'aura plus la même emprise sur le peuple allemand que Conrad Adenauer qui a réellement façonné cette République fédérale née de la catastrophe, du cataclysme, du néant.

Une Allemagne conformiste

Il était, en quelque sorte, le « père protecteur » d'un peuple traumatisé, avide de sortir du néant, d'être protégé, de pouvoir vivre tranquillement,



(Photo Tribune.)

Adenauer : il a façonné cette république fédérale.

« sans histoires ». Le chancelier Adenauer et son régime conservateur, respirant « l'ordre », le bien-être (pas pour tous...) et promettant un avenir tranquille, lui ont précisément procuré ce sentiment. C'est une Allemagne conformiste, craignant toute « expérience » tant soit peu audacieuse qu'a laissée Adenauer à son successeur.

Qu'en fera-t-il ? Sur le plan de la politique extérieure, un léger changement est d'ores et déjà visible. Il apparaît évident que Ludwig Erhard et son collaborateur le plus important, le ministre des Affaires étrangères Gerhard Schröder, ne sont aucunement animés de cette sorte de mystique antisoviétique qui poussait Adenauer à refuser aux industriels allemands une importante commande soviétique de tuyaux d'acier et qui contribuait à faire apparaître feu Foster Dulles comme le chef bien-aimé d'une croisade bénie par le Seigneur...

Disons qu'une grande partie de la bourgeoisie allemande, dont Erhard et Schröder sont les porte-parole les plus autorisés, a une forte tendance à se ranger du côté du président Kennedy, à parier sur la détente, tout en essayant de préserver, au mieux, ce qu'ils croient être les intérêts allemands.

Les « gaffes » politiques

Lorsque Schröder parle de la « politique du mouvement », lorsqu'il prend nettement position contre les von Brentano et Strauss qui, eux, en accord avec Adenauer, poussent à la roue pour que la République fédérale s'associe étroitement au général de Gaulle, il le fait en calculateur qui, froidement, évalue les chances de la politique allemande sur le plan international. Dans ce sens, le départ d'Adenauer correspondait à une nécessité politique, de même que, sur le plan intérieur, le vieux chancelier avait, par ses « gaffes » politiques (l'affaire du « Spiegel », par exemple), sérieusement compromis les chances électorales de son parti, le parti démocrate-chrétien.

Le discours que prononça Ludwig Erhard au Parlement fédéral a été salué sur tous les bancs, même sur les bancs socialistes. Erhard, qui n'hésite pas à se considérer comme le père du « miracle économique », peut se targuer, à juste titre, cette fois d'avoir réalisé « un miracle » politique. Le discours de Fritz Erler, représentant de l'opposition socialiste au Parlement de Bonn, fut plus que modéré : ce fut même, à quelques légères critiques près, une approbation du programme présenté par Erhard. Sur le plan de la politique extérieure d'abord : les socialistes sont de toute évidence soulagés en constatant que Ludwig Erhard et son équipe ne pensent plus, comme l'a fait Adenauer, à mettre en cause le « leadership » américain et de loucher du côté de l'hôte de l'Élysée. Il y a donc, à cet égard, plein accord entre le C.D.U. et le parti social-démocrate de Willy Brandt et de Herbert Wehner.

« La prétention de la social-démocratie »

Mais y a-t-il désaccord sur le plan de la politique intérieure ? Déjà, Willy Brandt, porte-parole des socialistes, avait proclamé, à plusieurs reprises, que le S.P.D., s'il arrivait au pouvoir,



(Photo A.D.P.)

Ludwig Erhard, porte-parole d'une grande partie de la bourgeoisie allemande.

ne ferait pas autre chose que son adversaire, mais qu'il le ferait « mieux ». On se demande si la social-démocratie a toujours cette prétention, très modeste, il faut l'avouer, car elle a, depuis quelques semaines, fait pas mal de chemin. En effet, dans une réunion à Essen, où le S.P.D. avait convoqué des économistes et des représentants de l'industrie, les porte-parole du parti n'ont pas hésité à prendre à leur compte la théorie de la « Soziale Marktwirtschaft », c'est-à-dire le système de la propriété privée des moyens de production, car, comme l'a proclamé un représentant du S.P.D., « la concurrence et la libre initiative dans le domaine de l'économie sont des facteurs fondamentaux... ».

On voit que depuis l'adoption de son fameux programme de Godesberg, la social-démocratie allemande a encore approfondi, si l'on peut dire, la révision de tous ses concepts antérieurs, de sorte qu'il devient extrêmement difficile de découvrir des divergences sérieuses entre le parti gouvernemental et celui qui est censé représenter l'opposition. Du même coup, les tentatives d'une « grande coalition » entre le C.D.U. et le S.P.D. deviennent, à plus long terme, une perspective très sérieuse, énormément facilitées par le départ d'Adenauer qui, lui, par opposition à une grande partie des conservateurs allemands, n'a jamais pu se défaire d'une méfiance innée à l'égard des « rouges », même lorsqu'ils se présentent avec le

programme très rassurant esquissé à Essen : un programme où même le système du plan français fut agité comme un épouvantail...

Une vague puissante de conformisme

Il y a donc du nouveau en Allemagne où, sur le plan de la politique intérieure, tout semble être submergé par une vague puissante de conformisme, et où quelque résistance contre cet état d'esprit ne se fait sentir que de la part de quelques syndicats (celui de la métallurgie et celui de la chimie, en particulier), ainsi que de la part de quelques intellectuels qu'on qualifie immédiatement de « gauche », pour qu'ils soient disqualifiés à jamais...

En politique extérieure, les partisans de l'Allemagne fédérale auront affaire à une équipe réaliste et ferme : les politiciens de Bonn ont su trouver un ton énergique face à la menace sérieuse d'un retrait des troupes américaines profilée à l'horizon par l'opération « Big Lift », et l'on peut avoir la certitude que Ludwig Erhard, plein de méfiance à l'égard de la politique du général de Gaulle, saura être nuancé et ferme lorsqu'il rendra visite, en novembre, au chef de l'Etat. Celui-ci sentira, lui aussi, qu'il y a du nouveau, en Allemagne, et que l'ère d'Adenauer a définitivement pris fin.

Pierre Parrot.

Informations sociales

SEINE-MARITIME : RÉACTION OUVRIÈRE CONTRE L'ARBITRAGE PATRONAL A DEVILLE-LES-ROUEN

(De notre correspondant à Maromme M. Chauvet)

LES 400 ouvriers de la T.R.T. (Télécommunications Radioélectriques et Téléphoniques), usine travaillant pour l'électronique, sont décidés à mettre un coup de frein au bon plaisir patronal.

Mardi dernier (22 octobre), la direction licencierait pour « faute professionnelle » un ouvrier de l'entreprise qui y travaillait depuis quatre ans, et qui a été victime d'un grave accident du travail dans cette même entreprise il y a quelques années. Evidemment, les délégués du personnel s'opposèrent à cette mise à pied injustifiée, la « faute professionnelle » prétextée devant être imputée non à l'ouvrier mais à la machine qu'il utilise et qui est mal réglée.

L'effervescence régnait déjà dans les différents ateliers et c'est d'une façon quasi-unanime que les travailleurs arrêterent le travail pour protester contre ce licenciement abusif. Quelques heures après cette mise à pied, dès mardi, de 16 h à 16 h 30, puis de 17 h à 18 h, des ateliers arrêtaient le travail. Mercredi matin, le mouvement s'amplifiait et, à 9 h, la grosse majorité des « horaires » et 70 % des « mensuels » débrayèrent. A la reprise, mercredi après-midi, la grève était suivie à plus de 90 %.

Bel exemple de la solidarité des travailleurs, bel exemple de combativité, car les salariés de cette entreprise ne reprendront le travail que si leur camarade est réintégré. Par ailleurs, ils protestent contre les conditions de travail trop dures qui leur sont faites, les salaires trop bas, l'hygiène et la sécurité insuffisantes, les machines mal contrôlées.

La colère monte et l'arsenal antigouvernemental, tout comme son plan dit de « stabilisation » seront inefficaces devant ces justes revendications.

LES MINEURS C.G.T. CONTRE LE SECTARISME

LA grande grève des mineurs de mars-avril et sa conclusion qui a été accompagnée des remous que l'on sait au congrès de la Fédération du sous-sol. C.G.T.

Ses dirigeants ont expliqué qu'ils entendaient être reconnus comme des interlocuteurs valables par les pouvoirs publics.

« En face de la C.F.T.C. et de F.O. qui, depuis 1948, poursuivaient le même dialogue avec les Charbonnages et le gouvernement, il apparaissait aux militants mineurs C.G.T. qu'aucun compromis n'était possible et que la seule position juste était pour le moins la grève de vingt-quatre heures. »

Mais, disent les dirigeants C.G.T., cette attitude sectaire isolait et affaiblissait l'organisation : « Avec la mécanisation et la concentration de l'entreprise, à ce jeu de nouvelles catégories professionnelles (comme les électro-mécaniciens) se renforçaient dans la corporation, sans que la fédération C.G.T. y développât véritablement son recrutement. Cette coupure à la base avec les éléments souvent plus jeunes et les plus dynamiques appelait un changement nécessaire. »

N'est-ce pas découvrir ce que nous appelons dans notre jargon le problème des « couches nouvelles » ?

GRANDE-BRETAGNE: Comment peut-on être Anglais ?

YUGOSLAVIE: terre des contrastes

On se souvient qu'au printemps dernier, « Tribune Socialiste » avait organisé un concours de vente par sections. Notre camarade Dauriac, de la Fédération de

l'Eure, fut l'un des gagnants : obtenant le 3^e prix, il a fait un voyage en Yougoslavie. Nous publions les fidèles impressions qu'il a notées.

La Yougoslavie n'est ni le Spitzberg, ni le Pakistan et un voyage en ce pays pourtant proche et lointain ne présente pas le pittoresque des grandes aventures. Pourtant, il est bien des choses à y découvrir. Ayant essayé de l'étudier en « socialiste », je pense qu'il peut être intéressant de noter ce qu'un observateur non officiel, ayant plutôt les traits d'un touriste, peut y trouver. Je l'ai

fait grâce à « Tribune Socialiste » en juillet : il est bien normal que je fasse part dans ces colonnes de mes remarques.

au rythme lent des buffles des paysans d'un autre âge.

Un peuple heureux de son sort

La Yougoslavie est, comme tous les pays neufs, une terre de contrastes : Là un bazar archaïque étalage de bibeloterie et d'œuvres d'art confectionnées par des artisans de l'âge biblique, ici une entreprise moderne ou une chaîne de montage de 2 CV. Au tournant du chemin, une série de vieux moulins et quelques kilomètres plus loin, le beau barrage et lac de retenue de Jablanica, le Génissiat yougoslave. Là, un petit train poussif, joignant en 10 heures Sarajevo à Dubrovnik (270 km), doublé par contre par des cars ultra-modernes, ailleurs des chantiers de constructions navales dont les premières grues sont sorties de terre il y a dix ans.

Pour ce qui est des habitants, un peuple qui semble heureux de son sort : Horaire de travail 6 à 14 h. (impératif climatique). Congés : 3 semaines. Salaires : légèrement inférieurs à ceux de France, mais avec moins de disparités régionales. Le coût de la vie est inférieur pour l'alimentation, mais supérieur pour les produits fabriqués. Les loyers (tous les immeubles étant, ainsi que les hôtels, propriété de l'Etat), sont bon marché. Stades, écoles, maisons de culture sont nombreux en ville, les campagnes, en particulier en Bosnie, en sont moins bien pourvues.

Les soirs d'été, une foule bien méditerranéenne, envahit les rues et les quais de 18 à 22 h. Vêtu avec soin, mais sans excentricité, le Yougoslave qui a un peu du fatalisme de sa race semble détendu et satisfait. La jeunesse est, pour le moment, moins tapageuse que la nôtre et aborde le stade de la bicyclette.

La police, milice là-bas, se manifeste par une présence très discrète ; nulle trace d'oppression ou de rigueur. Tito semble très populaire. Je ne m'en remets pas seulement aux portraits ou aux slogans accrochés aux flancs des collines, mais plutôt à la vénération qui entoure les hauts-lieux et les sanctuaires de la résistance où tous sont honorés, monarchistes et modérés compris.

Au total, la Yougoslavie fait calmement l'expérience d'une mise en valeur socialiste dont on peut mesurer, après quinze ans, de très substantielles réalisations. Pas de « tape à l'œil » ni de grandiloquence ; un équipement national raisonnable et bien adapté ; pas de génération sacrifiée ; une amélioration régulière du niveau de vie sans négliger les investissements. Il eût été très intéressant d'étudier de plus près les conditions de la vie politique, la gestion des entreprises, la critique des opposants, car il doit y en avoir. J'ai cependant l'impression que tous reconnaissent le bien-fondé de l'actuelle politique et apprécient la modération de la plus originale, parce que peut-être la plus socialiste des expériences d'Europe.

Y. Dauriac.

Un monde du passé

La Yougoslavie certes n'est pas très éloignée ; quelques heures de voiture sur les autoroutes italiennes, une nuit de Simplon-Express et vous prenez contact avec la partie européenne des slaves du sud par Koper et l'ancienne Istrie austro-italienne. Vous y découvrez d'abord un littoral touristique, encombré, moins qu'en Italie cependant, par des cohortes de voitures étrangères. Cela ne nous amène pas loin : jusqu'à Split, beau port au milieu de la côte dalmate. Là s'arrête la route carrossable ; « la Magistrale de Adria » belle réalisation qui avance de près de 100 km par an, et c'est un exploit sur un littoral aussi escarpé que grandiose.

Au delà, on entre dans un monde du passé : chemins poudreux ou deux véhicules modernes ne se croisent qu'au prix d'impressionnantes manœuvres, bourgs montueux accrochés à des pans de rocher, artisanat rural habile et indolent, petites criques aux eaux jaspées troublées seulement par l'accostage régulier des vapeurs de service. Seule Dubrovnik, reliée par mer et par air beaucoup plus que par route est envahie, à l'instar des plages méditerranéennes mais il y subsiste, outre ses ruelles ombreuses et ses palais de marbre, un aspect vieille Europe avec ses hôtels 1900 et son tramway brinquebalant.

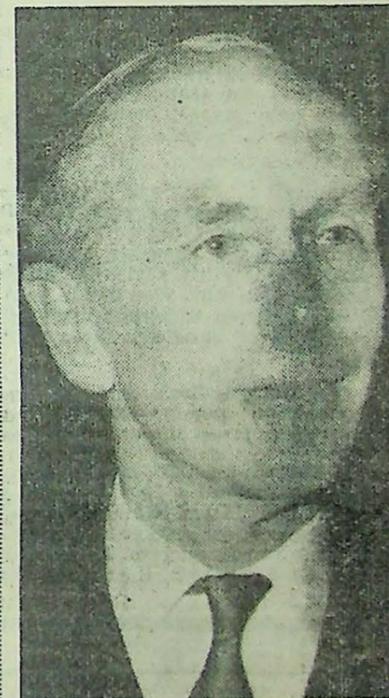
Là s'arrête la façade touristique ; pour le reste, la Yougoslavie travaille, et à un bon rythme, à améliorer son niveau de vie. Voilà un pays sorti des ténébres de l'oppression autrichienne et surtout turque depuis un demi siècle, ravagé par la barbarie nazie qui a creusé près de deux millions de tombes, contraint de faire vivre dix-huit millions d'habitants sur un territoire grand comme la moitié de la France, mais aride comme l'Afrique du Nord (littoral slovène mis à part).

Certes, on trouve sur les plateaux de Bosnie-Herzégovine bien des villages à l'abandon : masures souvent sordides couvertes de lames de bois gondolées, chemins boueux et poussiéreux, paysannes empêtrées dans leurs pantalons de soie, cohortes de mioches se mêlant aux troupeaux, et on sent que le gouvernement consacre ailleurs ses efforts. Là règne un tel atavisme qu'il préfère tenter ailleurs, avec les jeunes, la mise en valeur des terres fécondes. C'est l'exploitation des poljes, plaines uniques en leur genre (bassins sans écoulement enchassés dans le karst aride) où l'on peut tenter, en fermes communautaires les cultures les plus riches : aménagement des sols, quadrillage des rigoles, quinconce des plantations, taches voyantes des machines agricoles, font reculer de mornes espaces et les « zadrougènes » rentrant le soir sur leurs camions font oublier la longue file des carrioles amenant

« UNE voiture vide s'arrête devant le 10, Downing Street. Lord Home en descend. »

Cette plaisanterie féroce de Winston Churchill — qui s'appliquait d'ailleurs à Clement Attlee — résume assez bien, du moins pour l'opinion française, la pâle figure du nouveau Premier ministre.

Il est vrai que les Français ont de l'Angleterre une opinion toute faite, parfaitement déformante et assez stupide, mais ne perdons pas notre temps, ils n'ont pas l'intention d'en changer de sitôt... « Nos ennemis héréditaires, ils nous ont fait plus de mal que les Allemands. Les Anglais sont moches mais quand elles se mettent à être belles... D'abord, toujours dans leur île à se marier entre eux... et la cuisine anglaise !... D'accord, ils ont des baignoires, mais c'est pour laver leur linge... et puis d'abord, ils se soûlent tous à la bière et au whisky le samedi... Et le dimanche, ils tondent leur pelouse, avec des ciseaux !... Finalement, ils n'ont qu'un avantage, leur breakfast, et les œufs au jambon. Ah ! j'oubliais, pour les fumeurs de pipe, c'est le paradis quand même... »



Lord Home : l'intérim.

(Agi.p.)

Voilà. Et même si vous ne partagez pas ces opinions outrancières, et que l'Angleterre vous paraisse un bon pays démocratique, avouez que le fait pour lord Home d'être un chasseur de papillons extraordinaire, sans doute le meilleur de tout le royaume, vous vous en moquez ? Que lord Home, l'un des plus grandes fortunes du royaume, s'habille en confection ne vous intéresse pas le moins du monde. Que ce monsieur, enfin, aime les bals masqués, qu'il soit un ancien bon joueur de cricket ou bien se vante d'avoir pêché plus de mille saumons dans sa vie et dans les lacs d'Ecosse, rien, non rien ne vous empêchera de vous désintéresser complètement de ce vieil homme distingué.

Qu'il soit champion d'un anti-communisme achevé, ou qu'il ait, depuis les accords de Moscou, mis de l'eau dans son gin, qu'il fasse la politique de Macmillan ou bien la sienne, plus adroite, cela ne vous passionne pas car vous savez qu'il ne peut rien changer, qu'il est en intérim.

Vous attendez Wilson, vous voyez Wilson gros comme une maison aux prochaines élections, et vous êtes comme moi, ni chasseur de grouse, ni lord, ni possesseur de manoir, ni chasseur de papillons.

Alors, lord Home...

Michel Joch.

ECHOS DES ENTREPRISES

Le point sensible

Un O.S. vient renforcer l'effectif du L.R.B.A. Il aura entre autre responsabilité, la protection du point sensible.

Ne cherchez pas, ce monsieur n'est pas un ouvrier spécialisé attaché au service médical. L'O.S. est un Officier de Sécurité qui sera chargé de veiller sur nos secrets à nous, bien français, afin qu'on ne les exporte plus, en Egypte par exemple, afin aussi de nous aider à nous méfier à ce que l'Amérique ne copie pas sur nous. Il est vrai que ceux qui se livrent à cette ignominie ne peuvent qu'avoir mauvaise moralité, et comme il vaut mieux prévenir que guérir il faut éviter que toute lecture pernicieuse vienne troubler les esprits d'honnêtes gens.

Sensibilisé par ce point sensible, camarade, méfie toi davantage quand tu liras la presse ouvrière dans l'établissement, car nous gageons que de réels efforts seront faits d'ici peu pour que tout dans la boîte marche dans le meilleur des mondes V^e République, mais CHUT, faut pas le dire, c'est un secret...

Extrait de « La Commune » du P.S.U. de Vernon.

Pour venir en aide aux mineurs asturiens

Adressez vos versements à : L. Houdeville, Paris, C.C.P. 15.536, 47, rue Hoche, Montreuil-sous-Bois (Seine), avec la mention : POUR LES GREVISTES ESPAGNOLS.

MAÇONNERIE — PLÂTRERIE — RAVALEMENTS — CARRELAGES

COLOMER

29, cité d'Antin, PARIS (9^e) — Téléphone : TRInité 05-06

" SERVIR LA RÉPUBLIQUE "

Texte et témoignages sur Georges Boris

Il n'est pas excessif de dire que — probablement — peu de jeunes (des moins de 15 ans) ont présent à leur mémoire le nom de Georges Boris. Et cependant Georges Boris, mort le 16 août 1960 à l'âge de soixante et onze ans, a laissé — plus qu'une œuvre littéraire importante — une empreinte et une marque profondes à tous ceux qui ont vécu les luttes politiques de la fin du siècle dernier et de la majeure partie de celui-ci.

C'est pourquoi, dans un geste pieux de chaude amitié, ses amis ont consacré la mémoire de Georges Boris dans ce livre de cinq cents pages qui s'ouvre sur une préface de Pierre Mendès-France et qui se clot sur un article signé du directeur des « Cahiers de la République » et de son équipe (1).

Cependant, à notre époque où le sens des valeurs humaines est remis en question, il est bon qu'une personnalité telle que Georges Boris soit connue et que ses traits soient fixés pour notre génération et les autres. Car, il faut le dire, l'homme était, déjà, de son vivant, peu connu. Victime de sa modestie, n'aimant pas la publicité, il a toujours travaillé à l'abri des clamours des foules ; désintéressé, il dédaignait les honneurs ; rigoriste, il refusa de transiger pour les idées qu'il jugeait bonnes et pour la cause à laquelle il voua toute sa vie.

Il disait : « Je suis né à gauche », et, encore au lycée, il participa aux derniers soubresauts de l'« affaire Dreyfus ». A l'âge de soixante-dix ans, il était resté le même homme généreux, plus lucide peut-être mais non différent dans son caractère et dans son comportement.

Oui, Georges Boris, ce fut un caractère, une personnalité, en un mot un homme digne de ce nom.

Il rompit, en 1923, avec le créateur du journal « Le Quotidien », parce que Henri Dumay n'avait pas respecté ses engagements d'indépendance financière. Ayant fondé « La Lumière », il groupa dans

le combat républicain Fernand Buisson, Alphonse Aulard, Albert Bayet, Georges Gombault, etc., qu'il mena à la lutte contre les puissances d'argent. En 1933, Georges Boris posait le problème de la gauche, problème sans réponse satisfaisante encore aujourd'hui : « Savoir si la révolution économique et sociale est compatible avec le maintien du régime démocratique ». Et cependant, pour Boris, le socialisme ne pouvait être dissocié de la démocratie. Mais il avait, depuis longtemps, entrevu la nécessité d'un renouveau des partis et l'obligation de repenser le socialisme.

Résistant de la première heure, le fidèle compagnon de celui qui symbolisa la lutte contre l'occupant dut souffrir profondément lorsque, après le 13 mai 1958, sa conscience l'obligea à rompre avec l'homme qui arriva au pouvoir dans des conditions qui heurtèrent pro-

fondement ses sentiments républicains. Et, depuis, la division de la gauche, la faiblesse idéologique de l'« opposition socialiste » devaient l'inspirer constamment. Dans les « Cahiers de la République » de décembre 1958, Georges Boris écrivait ceci qui, prophétiquement, reste aujourd'hui comme son testament politique :

« Son testament politique »

« ...On n'a voulu ni jeter les bases d'une charte de la gauche en France, ni formuler les thèses d'un parti unique, ni énoncer ce qui pourrait être son programme à long terme... »

Et, parlant des hommes de gauche, il écrivait : « C'est bien pourquoi ils ne sont pas assez nombreux pour rester séparés : une

gauche morcelée, atomisée est une gauche impuissante. Une gauche unifiée comprendrait des hommes qui, sur des points importants, professeraient des opinions qui ne seraient pas identiques. Et puis après ?... Un grand parti socialiste et démocrate, pourvu qu'on ne veuille pas donner au mot socialiste un sens étroit et périmé, pourrait accueillir toute la vraie gauche. ...Cela fait, non sa faiblesse, mais sa force. ...Préférerait-on une chapelle dont l'orthodoxie ignore l'évolution du monde et qui n'y participe pas ? »

Ainsi écrivit l'ami et l'intime collaborateur de Pierre Mendès-France, dont l'hommage amical a permis d'éclairer une personnalité de premier plan qui a sa place dans la lignée des grands républicains.

B. A. Brille.

(1) Servir la République, de Georges Boris, Julliard éditeur.

THEATRE en crise, THEATRE de crise

ACCABLES, affirment-ils, par les taxes qui les visent, les directeurs des salles de théâtre privées envisagent de recourir à la grève des spectacles de manière à attirer l'attention des pouvoirs publics sur leur sort. Cette curieuse information publiée voici quelques jours exposait les difficultés que rencontre une discipline artistique quelque peu concurrencée par les nouveaux moyens de diffusion.

Et ce ne sont pas seulement les épiciers du théâtre qui se sont plaints. A l'Athénée le « Théâtre Vivant » de Françoise Spira s'est trouvé lui aussi menacé. « La danse du sergent Musgrave » de John Arden n'a pas obtenu de la critique le label grâce auquel le public-qui-va-au-théâtre achète ses places. Il a fallu la douche de l'échec pour qu'à l'Athénée l'on songe à se tourner vers d'autres couches de spectateurs. Au Récamier, André Charpak avait précédemment inauguré la formule : plus de spectateurs payants moins valent moins de spectateurs payant plus. Grâce à quoi, ici et là on a sauvé les meubles. Mais s'agissait-il seulement de cela ?

Quel public ?

L'on fête le 50^e anniversaire de la fondation par Jacques Copeau, du théâtre du Vieux-Colombier. Deux expositions (1) situent l'orientation à contre-courant amorcée dans « La Nouvelle Revue Française » (la première). Le fameux « Appel à la jeunesse » placardé en 1913 sur les murs de Paris veut « ...réagir contre toutes les lâchetés du théâtre mercantile (et) pour défendre les plus libres, les plus sincères manifestations d'un art dramatique nouveau ». Le public doit soutenir « une entreprise qui s'imposera par le bon marché de ses spectacles, par leur variété, la qualité de leur interprétation et de leur mise en scène ». C'est dire que notre actuelle « crise » trouve de lointaines racines. Disons même que la caractéristique essentielle de ce demi-siècle de théâtre semble résider dans cet état de crise. Copeau réagit par la recherche d'une « pureté » rédemptrice. Dépouillement, ascétisme, la scène nue réhabilitait le jeu de l'acteur. Et le public « éclairé » doit appuyer la grande réforme salutaire. En fait il suit du bout des lèvres une entreprise dont il ressent mal la nécessité. La guerre interrompt la croisade. Puis, suivant le séjour aux Etats-Unis, quatre années d'exercice tourmenté dévoient Copeau, qui se réfugia en Bourgogne. L'expérience essaïmera. Outre-Rhin à la même époque c'est de la recherche essentielle d'un nouveau public, d'un public ouvrier que la démarche de ré-

novation théâtrale s'esquisse. Elle prétend moins, d'ailleurs, inviter à une messe dans l'Art qu'incliner l'art vers ceux qui l'ignorent.

...populaire

Aujourd'hui, paradoxalement, dans le temps où le théâtre Hébertot pratique des tarifs « populaires » parce que le public « impopulaire » boude la salle, le T.N.P.-Wilson connaît un succès sans effort. 33.000 abonnements ont été retenus en quinze jours,



(Photo A.D.P.)

Chez Planchon, à Villeurbanne, le plan de location est épuisé en quelques heures.

Les 6.000 places prévues pour les abonnés du journal « Bref » vendues en 48 heures. A Villeurbanne, le théâtre de la Cité épuise son plan de location en quelques heures. L'on achète le droit de s'asseoir sur un banc, sur une marche.

Vérité ici, mensonge là ? Si l'on veut. En « exploitants » conséquents ces directeurs de théâtre accablés l'impôt ont pratiqué la politique inflationniste du chiffre d'affaires, affirmant en même temps leur mépris du public ouvrier.

Le T.N.P., le théâtre de la Cité pratiquaient la politique inverse. Et ça n'est pas parce que les uns étaient de plus avisés commerçants que les autres, voire de plus chanceux qu'ils devaient finalement mieux maintenir leur équilibre financier. Mais parce que leur orientation sous-entendait

une politique du répertoire, une ligne, une autre conception du public non plus, et avant tout, consommateur mais partie prenante.

L'ouverture à Paris d'une Maison de la Culture, le T.E.P., bénéficie ces temps du sentiment favorable des associations d'éducation populaire, des mouvements de jeunes. Le T.N.P. fait donc, en ces temps de disette, salle comble. Précisément pour les raisons évoquées plus haut. Sans doute est-ce cela qui a donné corps au projet de création d'un organisme monopolisant les tarifs « populaires », pour tous les théâtres, organisme par le canal duquel associations, groupements devraient désormais passer pour l'obtention de leur places. J.M.F., Travail et Culture, les Amis du Théâtre Populaire, l'U.F.O.L.E.A. (Seine) étudient actuellement le moyen d'intervenir contre lui.

Georges Wilson au cours de sa conférence de presse de début de saison (2) a montré le sens de l'orientation populaire de Chaillot. Il a lui, aussi exprimé les réserves qu'il y avait à exprimer, sur l'entreprise dénoncée par les associations :

« Si les théâtres parisiens songent maintenant à réserver des places aux associations populaires, regrettons toutefois que ces contacts soient pris par l'intermédiaire d'organismes centralisateurs privés, qui se réclament parfois du T.N.P. lui-même. Non le T.N.P. n'a pas de « succursales ». Et nous maintenons et nous maintiendrons toujours le contact direct avec les groupements. » La « crise » du théâtre ne trouvera pas sa solution dans n'importe quelle panacée. Attention au pavé de lours !

E. C.

(1) A la Bibliothèque Nationale, au Théâtre du Vieux-Colombier.
(2) Rapporté dans « Bref », n° 69, octobre 1963.

A nos futurs annonceurs et amis

Commerçants, artisans, industriels, sympathisants, soutenez notre action, aidez TRIBUNE en nous réservant votre publicité. Celle-ci est indispensable à la bonne marche de toute publication.

En nous confiant vos annonces publicitaires, vous améliorerez la marche de vos affaires et contribuerez à l'équilibre de notre journal.

Demandez-nous nos tarifs, nous vous les enverrons ou, plutôt, prenez contact rapidement avec notre chef de publicité : 6, avenue du Maine, Paris (14^e). Tél.: LIT 19-39.

Chaque semaine lisez TRIBUNE SOCIALISTE

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 8, rue Jenner, Paris (9^e)).

ROUEN : PREMIÈRE MARCHÉ DE LA PAIX

Samedi 26 octobre, le M.C.A.A. organisait à Rouen sa première manifestation : à 18 heures, sur la place de la Cathédrale, environ 200 « marcheurs » se regroupaient suivant les consignes reçues. Prenant position le long de deux trottoirs, ils déployaient de nombreuses pancartes qui disaient : « Des logements, pas de bombes », « Grandeur atomique = misère du logement », « Non à la force de frappe ». Après 15 minutes de manifestation silencieuse pendant lesquelles des tracts étaient distribués aux passants, très nombreux à cette heure en plein centre de la ville, les marcheurs se mettaient en route, en cortège, arborant des « dossards » qui portaient les mêmes slogans. Quittant le centre, ils gagnaient le quartier particulièrement vétuste de la « croix de pierre » où les conditions de logement sont souvent lamentables. Au terminus prévu, au cœur de ce quartier populaire, un nouveau déploiement de pancartes avait lieu, alors que les habitants, prévenus par tracts, approuvaient chaleureusement les slogans et les papiers distribués. Un responsable terminait la manifestation par une brève prise de parole, annon-

çant de nouvelles démonstrations et donnant rendez-vous pour le rassemblement prévu au Havre le 17 novembre par le Comité national contre la force de frappe. Tout s'était passé dans le calme absolu. A noter aussi le très fort pourcentage de jeunes parmi les « marcheurs ».

LOIRE-ATLANTIQUE :

Vaste rassemblement contre la force de frappe (De notre correspondant à Saint-Nazaire Denyse Frank)

Vendredi 25 novembre 1963, au Café de la Régence, à Saint-Nazaire, s'est réuni le Comité temporaire, qui a pour but :

La lutte contre la force de frappe, La lutte pour la signature par la France du traité de Moscou ; La lutte pour un désarmement général.

Etaient représentés à cette réunion :

Le P.S.U., le P.C., la S.F.I.O. ; L'A.R.A.C., la Libre Pensée ; Les J.C., U.E.C., U.J.F.F. (les J.S.U. étaient excusées) ; C.G.T., F.E.N., U.N.E.F.

D'autres organisations qui avaient été invitées ayant donné sur le plan national n'avaient pu être présentes. Cette réunion avait pour but d'organiser une manifestation à Nantes, où se rendront non seulement des habitants de Loire-Atlantique, des Vendéens et des habitants du Maine-et-Loire.

Cette manifestation aura lieu le 17 novembre, place de la République, à 10 h. 30, et plusieurs défilés sont prévus. Là, un seul orateur lira un mot d'ordre national, car d'autres manifestations sont prévues dans toute la France pour la semaine du 17 novembre au 24 novembre.

Sur la demande du représentant de la C.G.T., les organisations de la C.F.T.C., de la F.O. et de la F.E.N.S.A. seront contactées par la F.E.N. pour les inviter à se joindre à cette manifestation.

De son côté l'U.N.E.F. invitera directement les organisations de jeunes qui avaient déjà lutté à leur côté, avant les vacances, contre la bombe atomique, à participer à cette manifestation.

Une nouvelle réunion est prévue jeudi 31 octobre à 20 h. 30, au Régence. Un communiqué dans le journal invitera les organisations qui le désirent à se rendre à cette réunion.

Correspondance municipale

Après avoir traité des questions concernant le logement (1961-1962), les équipements sanitaires et sociaux (1962-1963), Correspondance municipale vous présente son quatrième cycle d'étude sur

les équipements de jeunesse, de sport, de plein air, de tourisme, de loisirs et de la culture

avec des documents d'information, des éléments de réflexion, des renseignements pratiques, des expériences de base...

1) Octobre : Les Jeunes d'aujourd'hui ; 2) Novembre : La Loi-programme du Secrétariat à la jeunesse et aux sports ; 3) Décembre : Les Maisons de jeunes et de la culture ; 4) Janvier : Les Equipements de base ; 5) Février : Les Organisations et Mouvements de jeunesse ; 6) Mars : Les Sports et l'Education physique ; 7) Avril : Les Activités de plein air ; 8) Mai : Le Tourisme ; 9) Juin-Juillet : Les Loisirs et la Culture ; 10) Août-Septembre : L'Education populaire.

Renseignements pratiques : Prix du numéro : 1,5 F ; abonnement annuel : 13 F à partir du 16-11 ; 10 F jusqu'au 15-11-63. N'attendez pas !

Versement C.C.P. 10234-71 Paris, P. Fresson, 21, rue de la Montagne-Pavée, Savigny-sur-Orge (S.-et-O.).

Du 25 au 30 novembre 1963 Stage national de formation sur l'action locale et la gestion municipale

Ce stage est organisé en commun par l'A.D.E.L.S. et le C.C.O., avec éventuellement le bénéfice du congé-éducation.

Lieu du stage : Centre d'éducation populaire de Monty (S.-et-M.). Participation aux frais : 60 F (frais de voyage compris).

Il est possible d'utiliser à certaines conditions le congé-cadre jeunesse et de bénéficier d'une bourse de 150 F pour compenser la perte de salaire.

Fédération du Gard

La Fédération du Gard, à la suite d'une rencontre de syndicalistes en mai 63, vient de sortir une petite brochure ronéotypée : « JOURNÉE D'ETUDES SUR LES PROBLEMES SYNDICAUX ET L'ACTION DANS LES ENTREPRISES ».

Prix de vente : 0,30 (frais d'envoi compris). S'adresser à J. Compère, 6, boulevard des Arènes, Nîmes (Gard).

Erratum

Dans notre numéro du 19-10, nous évoquons en ces termes la réponse de la fédération C.F.T.C. des industries chimiques en réponse aux propositions d'unité de la fédération F.O. : « La fédération C.F.T.C. saisit d'ailleurs la balle au bond en rappelant qu'en plus de son orientation capitaliste, elle a demandé que la centrale du square Montholon abandonne ses références chrétiennes... »

C'est naturellement son orientation anticapitaliste qu'il fallait lire.

PETITES ANNONCES

Camarade étudiant économiste, cherche chambre, proximité quartier latin. Ecrire : Journal.

Etudiant cherche chambre dans Paris. Prix maximum : 150 F. Urgent.

Bulletin d'abonnement TRIBUNE SOCIALISTE

NOM
Adresse

Désire s'abonner

Pour une durée de (Rayer les mentions inutiles.)
Soutien 50 F
1 an 28 F
6 mois 15 F
3 mois 7,5 F

Signature :

54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e
C.C.P. PARIS 5826-65

Cinéma

PANTHEON 13, rue Victor-Cousin
OBE 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
Semaine du 30 octobre
au 5 novembre
S 1/2
de **FELLINI**
En version originale

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre
PRO. 63-40

Semaine du 30 octobre
au 5 novembre
VOLPONE
avec Louis JOUBERT

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

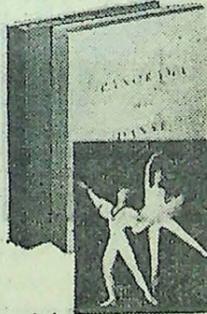
Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
Rédaction : 8, rue Henner Paris (IX^e)
Tél. : SUP 19-20 Tél. : PIG 65-21

Publicité : Geneviève Mesgulche
6, Avenue du Maine Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris
Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
3 mois 7,5 F
6 mois 15 F
1 an 28 F
Soutien 50 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

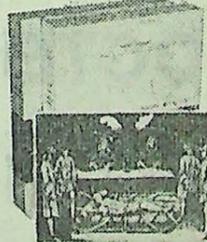
Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
62-61, rue La Fayette Paris (9^e)

« TRIBUNE SOCIALISTE » VOUS OFFRE moins chers que d'occasion quelques exemplaires neufs de magnifiques ouvrages presque épuisés avec faculté de retour



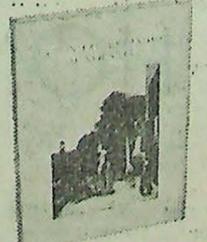
PANORAMA DE LA DANSE
par Serge Lido, Préface de Jean Cocteau
Jamais n'a été élevé à la gloire du Ballet un monument aussi riche que ce Panorama de la Danse qui réunit en 2 volumes 24x31 reliés pleine toile les numéros rarissimes d'une somptueuse revue et donne, sur 848 pages, 767 pages (I) de magnifiques photos en noir et en couleurs, où la grâce aérienne des corps sans défauts compose de ravissantes architectures. Une documentation unique sur le Ballet contemporain et un splendide livre d'art.
Les 2 vol. reliés 84 F au lieu de 156 F



HISTOIRE DE LA MAGISTRATURE
par Marcel Rousselet
Premier Président de la Cour d'Appel de Paris
Les institutions, les usages, les événements et les grandes figures qui ont jalonné mille ans de vie judiciaire française, présentés en 2 magnifiques volumes 22x28 1/2 (plus de 1 000 pages - 232 documents en noir - 8 pages couleurs) - Un ouvrage de fond pour toutes les bibliothèques.
Les 2 volumes brochés 48 F au lieu de 175 F (reliés)



AUJOURD'HUI LA CHINE
par Pierre Gaspar (préface de Claude Roy)
La Chine Communiste, ce mystérieux pays aux 600.000.000 de visages, pose à la plupart d'entre nous, une inquiétante énigme. Voici enfin un livre qui soulève la voile et nous en restitue (grâce à de splendides photos prises sur le vif et des textes clouissants) un portrait vivant, direct, familier. Un passionnant document qui est aussi : un véritable album d'art (142 documents en noir, 9 pages en couleurs), couverture laquée rigide en couleurs.
19,50 F au lieu de 40 F



LA PEINTURE HOLLANDAISE AU XVII^e SIECLE
par E. Huttinger
Un somptueux album d'art qui vous convie à une véritable redécouverte du « siècle d'or » de la peinture flamande. Un chef-d'œuvre de l'impression suisse. 72 documents en noir - 24 pages en couleurs - 173 pages format 22x30 sous couverture rigide et laquée en couleurs.
29 F au lieu de 46 F

BON à adresser à la librairie Pilote 30 rue de Grenelle, Paris-8^e

Veuillez m'envoyer les ouvrages suivants
pour un montant total de et somme que veuillez trouver inclus en un chèque mandat chèque postal joint à votre compte Librairie Pilote, n° 13.905-31 Paris.
Il est bien entendu que je garde la faculté de renvoyer les ouvrages dans les 48 heures et que je serai dans ce cas immédiatement remboursé.
Nom Profession
Adresse

Service littéraire « Tribune socialiste »

COMMENT Prouhèze rejetant sa foi voulu offrir son âme et son corps à Rodrigue. Comment elle fit don de l'un de ses souliers de satin à la statue de la Vierge et s'en fut alors claudicante — claudicante! — vers le péché. Comment elle n'y parvint pas. Mais dirigea la place forte de Mogador, colonie avant la lettre de la très catholique Espagne, tandis que Rodrigue, avec l'amitié d'un poète claudélien-comptable, régnait à Panama, autre colonie de la très catholique Espagne. Comment Prouhèze donna son corps à Don Camille pour finalement appartenir — par l'âme — à Rodrigue. Tout cela nous est conté durant quatre heures par Paul Claudel. Dans « Le Soulier de satin » (1), l'apologie

du renoncement atteint l'ampleur shakespearienne dans les meilleurs instants. Mais avec la même sûreté, elle s'établit au niveau du théâtre de patronage.

Qu'il faille aux deux héros tragiques — dans les œuvres catholiques, la tragédie s'efface : la mort n'est pas la fin mais le commencement — se rejeter pour se rejoindre, donne de la ressource au dramaturge. Finalement, plus que le contenu éminemment réactionnaire du « Soulier de satin », plus que sa poésie de bazar (les « ports du désir » abondent entre autres images tout aussi verbeuses), c'est le génie, disons technique, de l'auteur qui apparaît. La construction de l'œuvre, son intelligence, sa découpe épique, sa liberté éton-

nent. L'essentiel de la mise en scène de 1958 demeure.

La reprise de l'Odéon met surtout en valeur la maturité de Geneviève Page, Prouhèze convaincante. Par contre, Sami Frey atteint rapidement le maximum de ses médiocres moyens.

« La Reine verte »

Maurice Béjart a écrit « La Reine verte » (2). Cette reine-là parle beaucoup d'amour éternel et propose des baisers froids. Elle est une mort verbeuse interprétée avec gêne par Maria Casarès.

L'intérêt réside ailleurs que dans un texte où les citations de Lautréamont, Rimbaud, Pichette abon-

dent. Dans une musique explosive de Pierre Henry. Dans les accompagnements dansés d'Ursula Kubler, Laura Proença, Maté Souverbie. Dans leur humour. Dans les séquences filmées. L'Homme en proie à la mort. Jean Babilée montre une maîtrise de danseur acrobatique. Danse, texte, cinéma, musique, gageons qu'il s'agissait de théâtre dit total. La danse domine. Si vous avez aimé « West side story » vous apprécierez les dix dernières minutes du troisième acte, l'équivalent dans le second, le premier. Quels danseurs!

E. Copfermann.

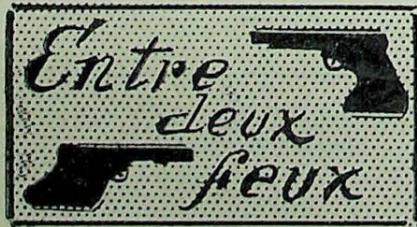
(1) Théâtre de France.
(2) Théâtre Hébertot.

GÉRMINAL à Yves Allégret

AVEC les meilleures intentions, Yves Allégret est passé à côté de Zola : son *Germinal* évoque plus Epinal que les corons de Montsou. Tout est trop apprêté, trop bien construit, trop bien campé pour faire illusion. Il ne manque pas un pain de sucre dans l'épicerie de Maigrat, pas un bouton de guêtre à l'uniforme des soldats tirant sur les grévistes, mais cela sent plus le crésyl que le grisou ; le bois fraîchement scié pour les décors, les costumes trop bien ajustés à la taille des personnages, les répliques trop bien pensées pour laisser place à l'émotion.

Paradoxalement, dans ce « drame social », ce sont les bourgeois (Bernard Blier en patron de puits, Philippe Lemaire en ingénieur) qui sont le plus dans le ton. Les mineurs, eux, ont l'air de se rendre au travail comme on va en bande au cours du soir. Difficile dans ces conditions de croire au personnage de Lantier (Jean Sorel) ou à celui de Catherine (la jolie Berthe Grandval). Le talent des interprètes n'est pas en cause ; seulement celui de MM. Allégret et Spaak. Plus particulièrement leur inaptitude à dépasser le stade du mélo ouvrieriste.

Jean-Jacques Vernon.



● UNE BIÈRE POUR CALONE, d'Alain Page. Deux meurtres commis à des centaines de kilomètres. Calone découvre qu'ils sont liés, mais il y a aussi une histoire de pétrole. (Edit. Fleuve Noir).

● PAR LE FER, PAR LE FEU, d'André Lay. Une histoire d'héritage qui ne profitera à personne. (Edit. Fleuve Noir).

● MANDRAGORE, de Maurice Limot. Une horrible histoire de monstre qui hante un village. (Edit. Fleuve Noir).

● LES MURS ONT DES YEUX, de Serge Laforest. Le célèbre Paul Gance doit découvrir un espion qui dérobe les secrets d'une commission de savants. (Edit. Fleuve Noir).

● LES MEDITATIONS DE FACE D'ANGE de A. Saint-Moore. Une pièce de monnaie va permettre de démanteler un réseau ennemi en Grèce. (Edit. Fleuve Noir).

● LES FRELONS, de Richard Caron. Les Frelons se sont les espions de la haute couture. Un journaliste-détective sera amené contre son gré à prendre des photos de collection et il découvrira le meurtrier d'un mannequin.



Ce « Germinal » évoque plus Epinal que les corons de Montsou.

DOCTEUR JERRY ET MISTER LOVE

JERRY LEWIS s'attaque cette fois à l'histoire bien connue du Docteur Jekyll et Monsieur Hyde ; pour libérer sa personnalité, le petit professeur miteux risque de devenir un monstre en absorbant des mixtures. Je préfère ne pas vous dire ce qui arrive car cela constitue un élément de surprise non négligeable : sachez seulement que la morale du

film reste celle qui se dégageait du récit de Stevenson, c'est-à-dire qu'il y a du Hyde et du Jekyll en chacun de nous, et qu'une artificielle division de la personnalité ne fait que mettre en évidence telle ou telle tendance de nous-mêmes...

Naturellement, le film est bien autre chose qu'une psychanalyse de Jerry Lewis par lui-même (c'est cela

aussi). C'est un film d'un comique très travaillé, où les gags sont abondants et fort bien venus, et qui place définitivement Jerry Lewis parmi les grands cinéastes comiques, gens devenus aujourd'hui plutôt rares. Un sens très sûr de la couleur fait de Docteur Jerry et Mister Love un régal pour les yeux, ce qui ne gâte rien.

M. R.

Livres

LA HONTE DES FILS

par Christian Geissler

IL n'est pas trop tard pour recommander la lecture de « La Honte des fils », au moment où le chancelier Adenauer vient de mettre pour la nième fois sa patte de vieux renard dans la dextre de notre « Guide » européen, sous le signe de la réconciliation franco-germaine — économique et militaire.

« On parle volontiers de la faute des autres... » dit quelque part le héros du roman de Geissler. Klaus Köhler n'est pas de ces Allemands qui se trouverent les excuses après la chute de Hitler ; ou qui en trouverent à leurs pères. Le sien a participé à l'extermination des Juifs. Klaus l'a vu condamner, pour ce crime, après que l'homme eut plaidé coupable. Cet « aveu » est la seule leçon de courage

que le père ait jamais donné à son fils. Ce courage-là est gros de fruits amers...

Il n'est pas facile d'avoir 30 ans, aujourd'hui outre-Rhin, alors que la propagande officielle vous incite à chausser les bottes de vos aînés pour reconquérir les terres situées de l'autre côté de la ligne Oder-Neiss. Geissler a écrit un livre à contre-pente ; un roman où l'on perd un peu, comme Klaus, le fil de l'histoire, mais qui témoigne de la volonté de ne pas démeriter de la dignité retrouvée.

J.-J. V.

Editions Gallimard 216 F.

LA TAVERNE DE L'IRLANDAIS

BON an mal an, on sait maintenant ce qu'on trouve dans les films de John Ford ; le mélange plaît plus ou moins selon les proportions des ingrédients, mais ceux-ci sont toujours les mêmes. Dans cette Taverne, il y a de joyeux garçons bagarreurs, et de belles bagarres, et sur la plage de beaux paysages et du ski nautique. Il y a une fille collet, montée qui arrive de Boston sur cette plage tahitienne et qui voit fondre sa carapace puritaine. Mais il y a aussi une dose considérable de guimauve, de bon docteur soignant les sauvages, de mignons petits enfants si attendrissants. Proportion : un tiers d'humour robuste et de claques sur les fesses, deux tiers de guimauve. La partie gaillarde est très bien menée par John Wayne et Lee Marvin, mais le reste est assez pénible. A moins que vous n'alliez voir le film dans un esprit détendu et indulgent d'avance, auquel cas vous risquez de tout avaler sans difficulté...

M. R.